

2023

Problématique de l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes ruraux au Burundi : cas des jeunes de la commune Gihanga

NIHORIMBERE, Anitha

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/957>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
MASTER EN SOCIETES, POUVOIRS, TERRITOIRES ET
DEVELOPPEMENT DURABLE



PROBLEMATIQUE DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES
JEUNES RURAUX AU BURUNDI : CAS DES JEUNES DE LA COMMUNE
GIHANGA.

Par:

Anitha NIHORIMBERE

Présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du diplôme de **Master en**
Sociétés, Pouvoirs, Territoires et Développement Durable
Option : Population et Développement

Les membres du jury

Président : Dr Valos RUNYAGU

Directeur : Professeur Émérite Sylvestre NDAYIKENGURUKIYE

Secrétaire: Jean François Régis SINDAYIHEBURA

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY

Président du jury : Dr Valos RUNYAGU

Secrétaire du jury : Jean François Régis SINDAYIHEBURA

Directeur : Professeur Émérite Sylvestre NDAYIKENGURUKIYE

REMERCIEMENTS

Un tel travail de recherche n'est jamais l'œuvre d'une seule personne. Il est le résultat du concours de diverses personnes à qui nous tenons à exprimer nos sentiments de reconnaissance.

Nos remerciements vont d'abord à l'endroit du Professeur Sylvestre NDAYIRUKIYE qui, malgré ses nombreuses responsabilités, a accepté d'assurer la direction de ce travail. Ses critiques et ses remarques nous ont été d'une grande utilité.

Aux membres du jury pour avoir accepté de lire et d'évaluer notre travail, à tous les professeurs intervenus au programme de formation de master SPTD, nous disons un grand merci.

Nos sentiments de gratitude s'adressent aussi au personnel de la Direction Communale de l'Éducation à Gihanga et à ceux du Bureaux des Évaluations du Systèmes Éducatif qui nous ont accordé leur temps pour permettre la collecte des données.

En guise de remerciement, nous faisons une mention toute spéciale à nos enquêtés, ces élèves qui ont bien accepté de se confier à nous dès nos premiers contacts. Que ce mémoire soit pour eux, l'expression de notre profonde gratitude

Nous ne saurions oublier notre famille pour son soutien sans faille. C'est une occasion spéciale pour dire un grand merci à notre cher époux Alain HABIMANA pour avoir été présent dans les inévitables moments d'absence au foyer, son soutien est sans égale. Merci aussi à nos enfants, à nos regrettés parents, aux frères et sœurs et à la belle famille pour leur patience. Qu'ils trouvent tous ici le témoignage de notre gratitude.

Enfin, que tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail, se sentent chaleureusement remerciés.

Anitha NIHORIMBERE

RESUME

Une éducation permet une amélioration du capital humain dans une population. Pour cela, Il est nécessaire qu'une population soit dotée des compétences appropriées à travers une éducation avancée dans l'enseignement supérieur. Le milieu rural burundais laisse percevoir un défi à la fréquentation de ces institutions supérieures avec un taux de 3% en 2008 pour les populations urbaines et de 1% en milieu rural. En commune Gihanga faisant objet de notre objet enregistre un niveau de fréquentation faible. En 2021, environ 150 étudiants étaient dans des institutions supérieures publiques et privées.

Ce présent travail de recherche à l'objectif d'identifier les facteurs sociodémographiques, et socio-économiques susceptibles d'influencer la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'Enseignement Supérieur dans la commune Gihanga.

Pour atteindre les objectifs, nous nous sommes servis d'une approche quantitative. De ce fait, une enquête a été effectuée auprès d'un échantillon de 228 élèves des classes terminales du Post-fondamentales dans le DCE Gihanga pour l'année scolaire 2022-2023. Une analyse descriptive bivariée a été utilisée dans l'étude de relation entre la réussite à l'examen d'État et les différentes variables indépendants.

Les résultats nous ont fait constater que le faible niveau d'étude des chefs de ménage, le manque d'emploi décent des jeunes lauréats de l'enseignement supérieur, le manque de temps pour la révision ont un impact négatif sur la réussite au niveau de la fin du secondaire qui leur permet d'accéder à l'Enseignement universitaire pour ces jeunes ruraux.

La situation est donc alarmante pour que la situation change afin d'améliorer notre capital humain. Une sensibilisation des populations rurales sur l'intérêt à porter auprès des parents pour inciter leurs enfants à poursuivre les études afin d'augmenter les opportunités d'emploi à travers l'acquisition des compétences afin de créer leurs propres emplois. Une amélioration des conditions de vie dans les ménages ruraux est nécessaire à travers une électrification rurale.

Des restructurations du système éducatif burundais sont aussi nécessaires pour les adapter aux besoins d'une main-d'œuvre adaptée, des systèmes qui mettent en avant le professionnalisme aux profits des systèmes de généralisation.

ABSTRACT

Education improves the human capital of a population. To achieve this, it is necessary for a population to be equipped with the appropriate skills through advanced higher education. Burundi's rural environment poses a challenge to higher education attendance, with a rate of 3% in 2008 for urban populations and 1% in rural areas. The commune of Gihanga, which is the subject of our study, has a low attendance rate. In 2021, around 150 students were enrolled in public and private higher education institutions.

The aim of this research work is to identify the socio-demographic and socio-economic factors likely to influence the low attendance of rural youth at higher education institutions in the Gihanga commune.

To achieve our objectives, we used a quantitative approach. A survey was carried out among 228 students in the final classes of the post-basic cycle in the Gihanga DCE. Descriptive bivariate analysis was used to study the relationship between success on the state exam and the various independent variables.

The results showed that the level of education of parents, the lack of decent jobs for young people with higher education diplomas - in short, intense unemployment - and the lack of time for revision have a negative impact on the success of rural young people at the end of secondary school in accessing university education.

It is therefore time, if not late, for situations to change. Raising awareness among rural populations on the importance of working with parents to encourage their children to continue studies in order to increase employment opportunities through the acquisition of skills in order to create their own jobs. An improvement in living conditions in rural households is necessary through rural electrification.

Restructuring of Burundi's education system is also necessary to adapt it to the needs of an adapted workforce, systems that emphasize professionalism over generalization.

TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUME	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIERES	v
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	vii
SIGLES ET ABREVIATIONS	viii
AVANT-PROPOS	ix
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I: CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE	4
I.1. Description et localisation de la zone d'étude.....	4
I.2. Contexte démographique.....	7
I.2.1. Bref aperçu au niveau national.....	7
I.2.2. Contexte démographique de Gihanga.....	8
I.3. Contexte économique.....	9
I.3.1. L'agriculture.....	10
I.3.2. L'élevage.....	10
I.4. Le contexte social.....	10
I.4.1. L'éducation.....	10
I.4.2. État des lieux du système éducatif burundais.....	11
I.4.3. Situation de l'éducation en commune Gihanga.....	13
CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE	14
II.1. Cadre théorique et empirique de l'enseignement supérieur.....	14
II.1.1. Théories démo-économiques sur l'enseignement supérieur.....	14
II.1.2. Théorie du capital humain.....	15
II.1.3. Enseignement supérieur et la croissance économique.....	16
II.1.4. Des travaux empiriques sur l'enseignement supérieur.....	17
II.1.5. Apport de l'enseignement supérieur dans le développement.....	19
II.2. Facteurs de non accès des jeunes ruraux à l'Enseignement supérieur.....	20
II.2.1. Les facteurs d'ordre sociodémographique.....	20
II.2.2. Les facteurs socio-économiques.....	22
II.3. Schéma conceptuel et schéma d'analyse.....	24

II.3.1. Schéma conceptuel.....	24
II.3.2. Définition des concepts-clés.....	24
II.3.3. Hypothèse de recherche	26
II.3.4. Cadre d'analyse	26
CHAPITRE III: CADRE METHODOLOGIQUE	28
III.1. Approche méthodologique	28
III.2. Méthodes et techniques d'investigations utilisées.....	29
III.2.1. Population cible	29
III.2.2. Taille de l'échantillon	29
III.2.3. Outils de collecte, saisie et analyse.....	32
III.2.3.1. Questionnaire et sa validation	32
III.2.3.2. Déroulement de l'enquête	32
III.2.3.3. Méthodes d'analyse statistique.....	33
III.2.3.4. Outils d'analyse.....	35
CHAPITRE IV: ANALYSE ET PRESENTATION DES RESULTATS	36
IV.1. Analyse descriptive univariée	36
IV.1.1. Présentation de la variable dépendante.....	36
IV.1.2. Niveau d'étude du chef de ménage.....	37
IV.1.3. Estimation du niveau de vie des ménages	38
IV.1.4. Principales activités exercées par les lauréats de l'Enseignement supérieur.....	38
IV.2. Analyse bivariée des résultats	39
IV.2.1. Réussite des élèves selon les conditions sociodémographiques de leur ménage.....	39
IV.2.2. Réussite des élèves selon les conditions socio-économiques de leur ménage.....	42
IV.3. Intensité et hiérarchisation des variables	45
IV.4. Discussion des résultats.....	46
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51
ANNEXES.....	56

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableaux

Tableau 1: Évolution de la population de Gihanga	8
Tableau 2: Répartition des élèves par section	31
Tableau 3: Résultat de l'Examen d'État 2021-2022	37
Tableau 4: Niveau d'étude des chefs de ménage	37
Tableau 5: Les activités professionnelles des chefs de ménage	38
Tableau 6: Estimation du niveau de vie de leurs ménages	38
Tableau 7: Principales activités exercées par les Lauréats de l'Enseignement supérieur	39
Tableau 8: La réussite à l'examen d'État des élèves et le niveau d'étude du chef de ménage	40
Tableau 9: L'âge des élèves et la réussite	41
Tableau 10: La durée de révision des élèves en terminale et la réussite à l'Examen d'État....	42
Tableau 11: Activités professionnelles du chef de ménage et la réussite de leurs enfants	43
Tableau 12: La réussite à l'examen d'État des élèves selon le revenu du ménage	44
Tableau 13: La réussite à l'examen d'État des élèves selon les activités des aînés diplômés .	45
Tableau 14: Hiérarchisation des variables selon leur pouvoir explicatif	46

Figures

Figure 1: Localisation de la province Bubanza	5
Figure 2: Localisation de la commune Gihanga dans la province Bubanza	6
Figure 3: Évolution de la population en commune Gihanga	8
Figure 4: Structure du système éducatif et de formation Burundais	12
Figure 5: Schéma conceptuel de notre recherche	24
Figure 6: Schéma d'analyse	27

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CSLP	: Cadre Stratégique de croissance de Lutte contre la Pauvreté
DCE	: Direction Communale de l'Éducation
EDSB III	: 3ème Enquête Démographique et de Santé au Burundi
EFTP	: Enseignement et Formation Technique et Professionnel
EPT	: Éducation Pour Tous
ETM	: École Technique Moyenne
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et d'Études Économiques du Burundi
ITAB	: Institut Technique Agricole du Burundi
L.C	: Lycée Communal
MENRS	: Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique
MESRS	: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	: Objectifs de Développement Durable
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONU	: Organisation des Nations Unies
PIB	: Produit Intérieur Brut
PND	: Plan National de Développement
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SPSS	: Statistical Package for the Social Sciences
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population

AVANT-PROPOS

Ce mémoire s'intéresse à identifier les facteurs sociodémographiques, et socio-économiques susceptibles d'influencer la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'Enseignement Supérieur dans la commune Gihanga. En rédigeant ce mémoire, nous avons l'ambition de montrer que le milieu rural burundais laisse percevoir un défi à la fréquentation de ces institutions supérieures avec un taux de 3% en 2008 pour les populations urbaines et de 1% en milieu rural. En commune Gihanga faisant objet de notre objet enregistre un niveau de fréquentation faible. En 2021, environ 150 étudiants étaient dans des institutions supérieures publiques et privées.

Les résultats nous ont fait constater que le faible niveau d'étude des chefs de ménage, le manque d'emploi décent des jeunes lauréats de l'enseignement supérieur, le manque de temps pour la révision ont un impact négatif sur la réussite au niveau de la fin du secondaire qui leur permet d'accéder à l'Enseignement universitaire pour ces jeunes ruraux.

La situation est donc alarmante pour que la situation change afin d'améliorer notre capital humain. Une sensibilisation des populations rurales sur l'intérêt à porter auprès des parents pour inciter leurs enfants à poursuivre les études afin d'augmenter les opportunités d'emploi à travers l'acquisition des compétences afin de créer leurs propres emplois. Une amélioration des conditions de vie dans les ménages ruraux est nécessaire à travers une électrification rurale.

Des restructurations du système éducatif burundais sont aussi nécessaires pour les adapter aux besoins d'une main-d'œuvre adaptée, des systèmes qui mettent en avant le professionnalisme aux profits des systèmes de généralisation.

INTRODUCTION GENERALE

L'éducation est l'un des domaines capitaux dans le processus de développement d'un pays. Selon l'UNESCO (1987), l'éducation constitue un droit fondamental et indispensable au développement de l'individu et de la société. L'éducation pour tous (EPT) est l'un des éléments les plus importants pour l'éradication de la pauvreté au monde (UNESCO, 2013). L'éducation est également un élément clé permettant de réduire la pauvreté, de favoriser la croissance économique et d'atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes et de promouvoir le développement social. Individuellement, elle contribue à la promotion de l'emploi, aux revenus, à la santé et à la réduction de la pauvreté, sachant que chaque année de scolarité supplémentaire augmente globalement de 9 % la rémunération horaire (BANQUE MONDIALE, 2022). Elle stimule la productivité, l'innovation et l'entrepreneuriat, ce qui permet à l'individu d'accéder même à un emploi décent.

D'autres avantages d'une éducation poussée, se manifestent à travers l'entrepreneuriat, la création d'emplois, la bonne gouvernance économique et politique et l'effet qu'un encadrement de travailleurs ayant reçu une éducation poussée a sur la santé et le tissu social d'une nation. Elle ignore aussi les impacts positifs de la recherche (Bloom et al. 2007)

En Afrique et en Afrique subsaharienne en particulier, l'enseignement supérieur améliore le rattrapage technologique. Il peut entraîner des bénéfices aussi bien publics que privés. Les avantages privés individuels sont bien établis et comprennent de meilleures perspectives d'emploi, des salaires plus élevés, et une plus grande capacité à épargner et investir. Ces avantages permettent par conséquent d'aboutir à un meilleur état de santé et une qualité de vie améliorée.

Le volet éducation est l'une des priorités dans le développement durable car son apport est sans équivoque, comme est stipulé dans les différents Objectifs du Développement Durables que l'ONU a mis en place afin d'aboutir à un développement durable pour tous. Ces objectifs nous donnent une marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous afin d'améliorer les niveaux de vie et la qualité de vie à tout individu. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels les populations sont confrontées, notamment ceux liés à la pauvreté et à la protection de l'environnement. Pour cela, trois objectifs attirent notre attention au cours de notre travail à savoir l'Objectifs 1 « *Lutter contre la pauvreté* », l'objectif 4 « *Accès à l'éducation de qualité* » et l'objectif 8 « *Travail décent et croissance économique* ».

Ces trois objectifs de l'Agenda mondial sur le Développement durable répondent à la question liée au développement du capital humain.

Au niveau national, le gouvernement burundais a mis en place des politiques et stratégies nationales ou sectorielles pour honorer ses engagements en matière de l'éducation (gratuité de la scolarité primaire depuis 2005, CSLP I, CSLP II, Vision 2025, PND, etc.). Néanmoins, l'action politique Éducation Pour Tous « EPT » au Burundi demeure toujours un objectif non encore atteint, tout comme pour bon nombre de pays africains qui ont entrepris cette politique de l'éducation. Cette dernière ne concerne que l'enseignement de base. Pour l'Enseignement supérieur, la participation reste encore très faible comme le montre les données d'enquêtes et recensements réalisées comme l'EDSB 2017-2018 et le RGPH 2008.

La commune Gihanga faisant objet de notre étude enregistre des taux de réussite à l'Exétat très faible (DCE Gihanga, 2020). Cela freine à ces jeunes les opportunités de continuer l'enseignement supérieur et par conséquent un emploi décent. Depuis 2016 jusqu'à 2022, le taux de réussite est en moyenne de 52,46% (DCE Gihanga, 2020). Les conditions d'études de ces élèves ne leurs facilitent pas la tâche. La majorité d'entre eux sont à régime d'externat dans les lycées communaux et doivent combiner à la fois les tâches ménagères et les études. En outre, l'absence d'électricité de ce monde rural est aussi un obstacle pour ces apprenants.

Vu tous ces obstacles, il est particulièrement intéressant d'étudier les différents déterminants qui influencent sur la fréquentation de l'enseignement supérieur chez les élèves en terminal post-fondamental en milieu rural. N'existe-il pas de relation entre les conditions de vie dans les ménages des élèves et la fréquentation de l'enseignement supérieur des jeunes ruraux de la commune Gihanga?

C'est dans le souci de répondre à cette question centrale qu'est venue l'idée de mener cette recherche scientifique afin d'avoir des réponses basées sur une recherche scientifique. Sachant qu'une éducation avancée a un intérêt pour un capital humain pour une nation, ces facteurs pourront servir aux décideurs à revoir la politique de l'éducation.

L'objectif général de cette étude est d'identifier les facteurs sociodémographiques, et socioéconomiques, susceptibles d'influencer la faible fréquentation de l'enseignement supérieur des jeunes ruraux en commune Gihanga. Au cours de cette étude, nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse à la question de recherche ci-haut énoncée.

Selon Picard & Veron (1991), le concept éducation est actuellement au centre des débats sur le développement.

Pour améliorer la santé des mères et des enfants dans le Tiers-Monde, pour réduire la fécondité, il faut éduquer les femmes ; pour accroître la productivité, il faut éduquer les travailleurs.

Ce concept d'éducation est perçu de différentes manières par les scientifiques. Il ressort des théories démographiques que l'éducation entretient des relations étroites avec la démographie et qu'elle est une variable essentielle des normes et comportements quel que soit le phénomène démographique étudié : fécondité, nuptialité, contraception, migration, mortalité et morbidité.

Dans les théories économiques et du développement, l'éducation est considérée comme un investissement du capital humain indispensable au progrès économique. D'où l'éducation requiert l'attention de plusieurs acteurs.

Au niveau scientifique, vu que les études sur la fréquentation de l'enseignement supérieur sont rares au Burundi en général et en commune Gihanga en particulier, cette étude vise à éclairer les autres chercheurs qui pourront travailler sur le même thème afin d'étendre leurs recherches sur d'autres étendues du pays car il est d'une très grande utilité pour un pays de développer d'avantage son capital humain afin d'asseoir un développement durable.

Ce travail s'articule sur quatre chapitres :

Le premier chapitre comporte le **contexte général** de cette étude. Il présente un aspect général, physique et humain ainsi de son aspect économique et social de la zone d'étude. Le deuxième chapitre porte sur le **cadre théorique et conceptuel** de l'étude. Il s'agit de la revue de la littérature et la définition des différents concepts portant sur le sujet. Et le troisième chapitre est axé sur le **cadre méthodologique**. Il s'agit de la démarche méthodologique suivie dans la réalisation. Et enfin le quatrième chapitre porte sur **l'analyse et présentation des résultats**. Le même chapitre consacre la discussion sur les résultats avant de revenir sur les objectifs de la recherche et les principales conclusions de l'étude.

CHAPITRE I: CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

Ce chapitre relate le contexte général de l'étude et la localisation de la zone d'étude. Il donne un aperçu sur les caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques des ménages des élèves concernés par notre étude. La présentation du contexte commence par la description de la zone d'étude, puis présente les principaux aspects du contexte démographique, économique et social.

I.1. Description et localisation de la zone d'étude

La commune Gihanga est située dans la Province de Bubanza à l'Ouest du Burundi (Fig.1). Elle est l'une des 5 communes qui composent cette province. Elle est limitée à l'Ouest par la Rivière Rusizi, faisant frontière avec la RDC, au Nord par la commune Buganda de la province Cibitoke, au Nord- Est par la commune Bubanza; à l'Est par la commune Mpanda et au Sud par la commune Mutimbuzi dans la province de Bujumbura. La commune Gihanga est à une vingtaine de kilomètres de la capitale économique du pays, Bujumbura.

Elle est située dans une zone topographiquement plane dans la plaine de l'Imbo. Cette topographie lui procure également certaines opportunités économiques. Elle se localise au pied des Mirwa. Ces derniers sont traversés par plusieurs cours d'eau prenant leurs sources sur la crête Congo-Nil. Ces eaux irriguent les champs. En plus, cette topographie est facile à aménager soit en agriculture.

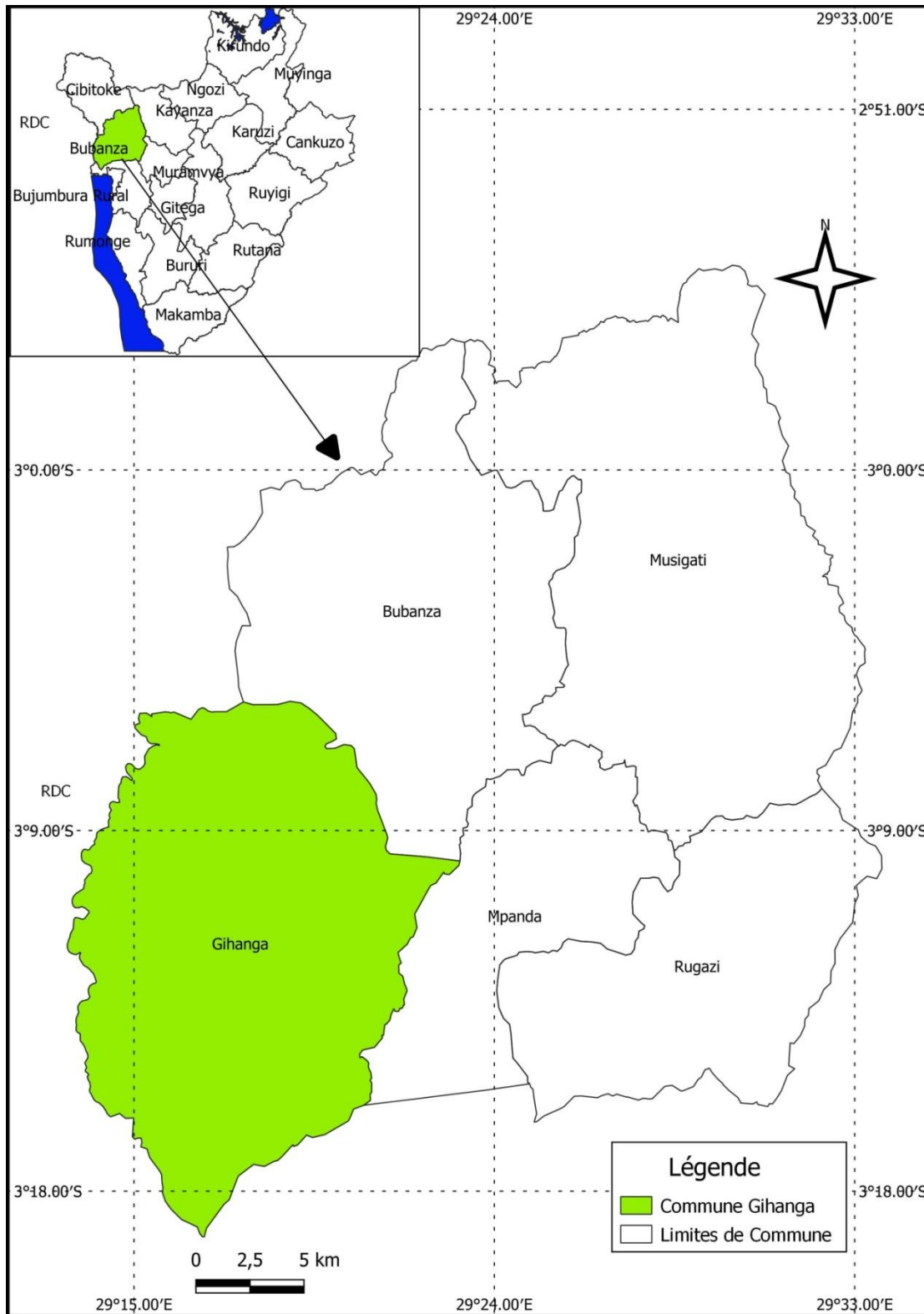
Sur le plan pédologique, la commune Gihanga est constitué par des sols alluvionnaires. Le sable domine ainsi que les sols noirs tropicaux dont les montmorionites.

Sur le plan climatique, la commune Gihanga et la plaine de l'Imbo en général a un climat tropical atténué par l'altitude. Selon les données de la station météo de la région, les précipitations annuelles sont en général inférieures à 1000 mm et les températures oscillent autour de 27°C à 30°C.

Ce caractère pluviothermique et un sol sablonneux dans certains endroits et du montmorionites dans d'autres endroits de la commune et une topographie plane au pied d'une montagne, cela entraîne des inondations en saison humide et d'une sécheresse rapide des sols sablonneux en saison sèche.

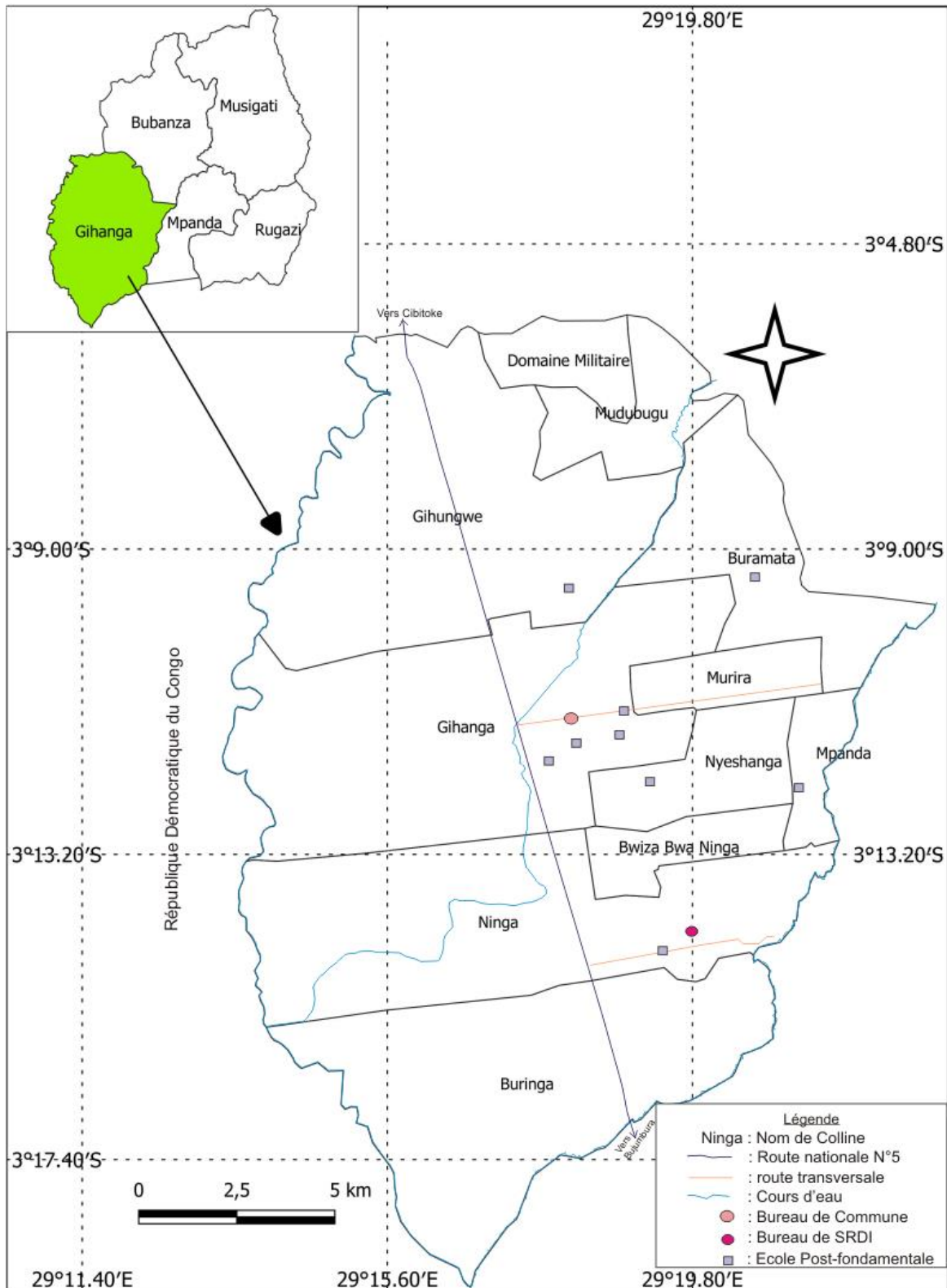
La carte ci-après illustre la localisation de la zone d'étude

Figure 1: Localisation de la province Bubanza



Source : Auteur

Figure 2: Localisation de la commune Gihanga dans la province Bubanza



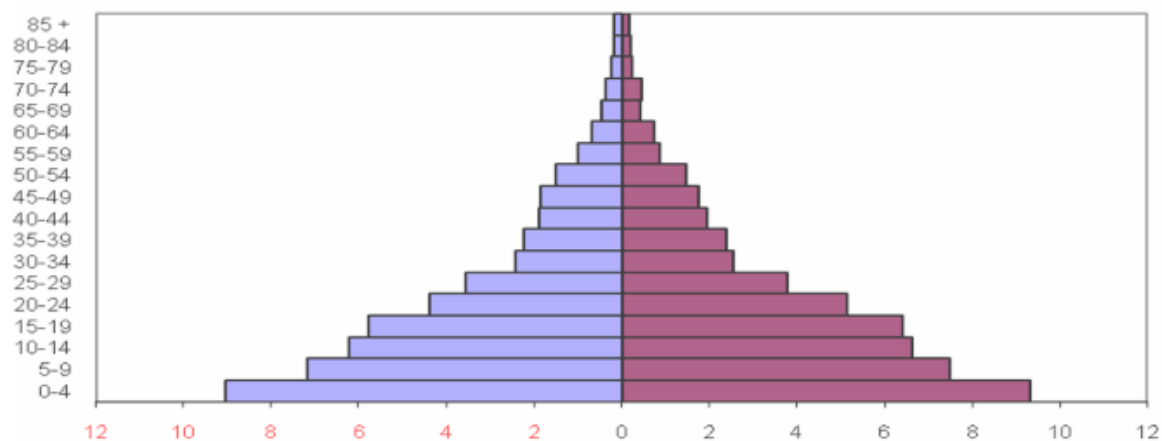
Source : Auteur

I.2. Contexte démographique

I.2.1. Bref aperçu au niveau national

Selon le rapport de l'EDSB 2016-2017, la fécondité était de 5,5 enfants par femme en moyenne tandis que le taux de mortalité infantile était estimé à 47 décès pour 1000 naissances vivantes. Sachant que le RGPH de 2008 avait estimé le taux brut de natalité à 39 naissances pour 1000 habitants (soit 39,2‰) à la date du recensement et que le taux brut de mortalité s'élevait à environ 17 décès pour 1000 habitants (soit 16,5‰), avec le taux de croissance de 2,4%, la densité et la population du Burundi devraient continuer d'augmenter pour doubler en 2050 (UNFPA, 2016.)

Cette croissance démographique s'accompagne d'une croissance de certains groupes de la population dont la satisfaction des besoins pèse lourdement sur les ressources du pays. C'est une population jeune d'âge compris entre 0-30 ans comme le montre la pyramide des âges en bas. Cette catégorie exige des préoccupations particulières dans différents domaines notamment la scolarisation, les soins de santé, l'emploi.



Source : Rapport du RGPH, 2008

I.2.2. Contexte démographique de Gihanga

La commune Gihanga est une commune qui a connu des différentes modifications territoriales dans le temps. Pour pouvoir étudier son contexte démographique, on doit d'abord souligner que la commune a vu le jour après le 1^{er} recensement de 1979.

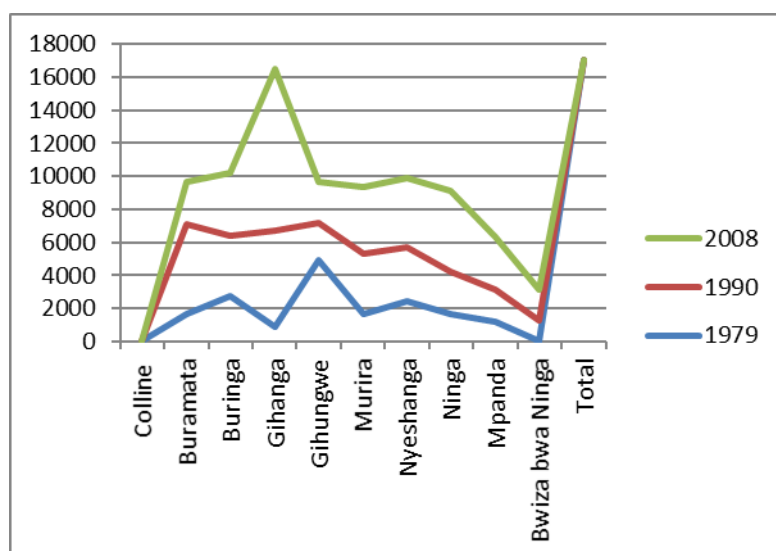
Au cours de ce dernier, la commune était incluse dans la commune Mpanda. C'est à partir de 1983 qu'elle fut reconnue comme une entité territoriale. Les collines ont également changé de nom.

Tableau 1: Évolution de la population de Gihanga

	1979	1990	2008
Buramata	1650	5415	2607
Buringa	2730	3659	3786
Gihanga	890	5825	9770
Gihungwe	4900	2298	2428
Murira	1620	3689	4046
Nyeshanga	2420	3311	4152
Ninga	1670	2586	4839
Mpanda			
Bwiza bwa Ninga		1238	1910
Total	17050	30007	36704

Source : Rapport final du RGPH 2008

Figure 3: Évolution de la population en commune Gihanga



La commune Gihanga a également connu une croissance démographique positive et importante comme partout sur le territoire burundais. La population totale de la commune Gihanga est évaluée à 36704 habitants dont 15700 hommes et 21004 femmes réparties en

2900 ménages avec une taille moyenne de ménages de 4,9 personnes par ménage selon le recensement de 2008.

Cet état de la population reflète un rythme de croissance très inquiétant. Il est nécessaire d'avoir de l'établissement scolaire et sanitaire en conséquence pour asseoir ces meilleures conditions de vie à cette population de la commune Gihanga. Cette forte croissance de la population avec de forte naissance engendre une augmentation rapide et on aura une population nombreuse à scolariser. Un manque de locaux suffisants pour les écoles, un manque d'enseignants suffisants font un obstacle à de bon résultat à l'examen d'État et par conséquent une faible fréquentation de l'enseignement supérieur des jeunes de la commune Gihanga.

I.3. Contexte économique

La population burundaise vit dans une pauvreté généralisée. Selon l'économiste Nsabimana, cette pauvreté est liée à la structure de l'économie du Burundi. Le secteur industriel est peu développé. Par ailleurs, le niveau de sa production reste très faible par rapport aux autres pays de la sous-région. La faible croissance économique par rapport à la croissance démographique entraîne une hausse continue de la pauvreté.

La population Burundaise est majoritairement rurale et par conséquent les principales activités économiques sont l'agriculture, l'élevage et des petits métiers, bref le secteur primaire est dominant. Le Plan National de Développement PND 2018-2027 révèle que l'agriculture contribue à hauteur de 39,6 % au Produit Intérieur Brut (PIB) et offre 84% d'emplois. Elle fournit 95% de l'offre alimentaire et est le principal pourvoyeur de matières premières à l'agro-industrie. Mais les rendements agricoles et d'élevage actuels restent inférieurs aux rendements potentiels et on rencontre un déficit alimentaire.

Les problèmes de l'agriculture burundaise sont à la fois d'ordre structurel et d'ordre conjoncturel. Ils peuvent être regroupés en cinq catégories : les problèmes agronomiques, les problèmes climatiques, les problèmes technologiques, les problèmes socio- économiques et les problèmes institutionnels. (République du Burundi, 2012).

La population de la commune Gihanga est aussi majoritairement agricole. Selon l'enquête sur terrain, 74,6% des ménages vivent de l'agriculture. Elle est la principale source de revenu de la population

I.3.1. L'agriculture

L'agriculture en commune Gihanga est constituée par la culture rizicole à majorité. La production est encore faible pour de multiples raisons parmi lesquelles nous avons ci-haut évoqués. Dans ce domaine il y a un peu d'amélioration avec les actions de la Société Régionale de Développement de l'Ibo (SRDI en sigle). Ce dernier fait des encadrements modernes dans la riziculture. La production du riz est en moyennes de 300 tonnes/ ans (Direction Commerciale de la SRDI)

D'autres cultures vivrières sont produites notamment le maïs, le sorgho, la patate douce, le manioc, l'arachide. Dans tous ces produits le rendement est encore faible. Il y a aussi la production de la culture commerciale du coton mais à cause des aléas climatiques et d'autres problèmes, la production a sensiblement chuté et les cotonculteurs ont tourné le dos vers la riziculture plus rémunératrice.

I.3.2. L'élevage

Les activités pastorales sont en régression. La commune Gihanga était ces dernier temps le principal réservoir du lait pour la ville de Bujumbura. Mais ces dernières années avec la nouvelle politique de l'élevage par stabulation a fait diminuer le cheptel faute de moyen pour nourrir leur bétail dans les enclos. Les quelques bêtes qui restent, sont élevés de façon traditionnelle. Il n'y a pas de fermes modernes. La production est également faible pour augmenter le revenu des populations.

I.4. Le contexte social

I.4.1. L'éducation

Sur le plan éducatif, le Burundi accuse des taux d'alphabétisation et de scolarisation encore faibles malgré qu'elle soit la première en EAC. Autrement dit, selon le RGPH de 2008, le taux global d'alphabétisation était évalué à 43,2% en 2008, ce qui signifie qu'au Burundi environ 6 personnes sur 10, âgées de dix ans et plus ne savaient ni lire ni écrire.

Les données récentes de la Troisième Enquête Démographique et de Santé au Burundi 2016-2017 (EDSB-III) attirent aussi notre attention. Plus de 8 enfants sur 10 (soit 81%) ayant l'âge de fréquentation scolaire du primaire fréquentent l'école primaire ; mais, seulement 30 % des enfants d'âge scolaire du secondaire fréquentent l'école secondaire. Près de 36 % de femmes et 24 % d'hommes de 15-49 ans n'avaient aucun niveau d'instruction et 39 % de femmes et 46 % d'hommes ont un niveau d'instruction primaire 15% de femmes et d'hommes ont un niveau d'instruction secondaire premier cycle et 9 % de femmes et 12 % d'hommes ont un

niveau d'instruction secondaire deuxième cycle. Seulement 1 % de femmes et 3 % d'hommes ont un niveau d'instruction supérieur. On constate alors que la fréquentation de l'enseignement supérieur est encore très faible et cela plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain. Dans l'ensemble, 68% de femmes et 79 % d'hommes seulement étaient alphabétisés.

I.4.2. État des lieux du système éducatif burundais

Le Burundi s'est engagé, comme d'autres pays africains, sur l'agenda mondial de développement 2030. Cet engagement s'est matérialisé par une politique de l'éducation EPT 2018-2020 visant à relever un ensemble de défis auxquels le système éducatif burundais est confronté.

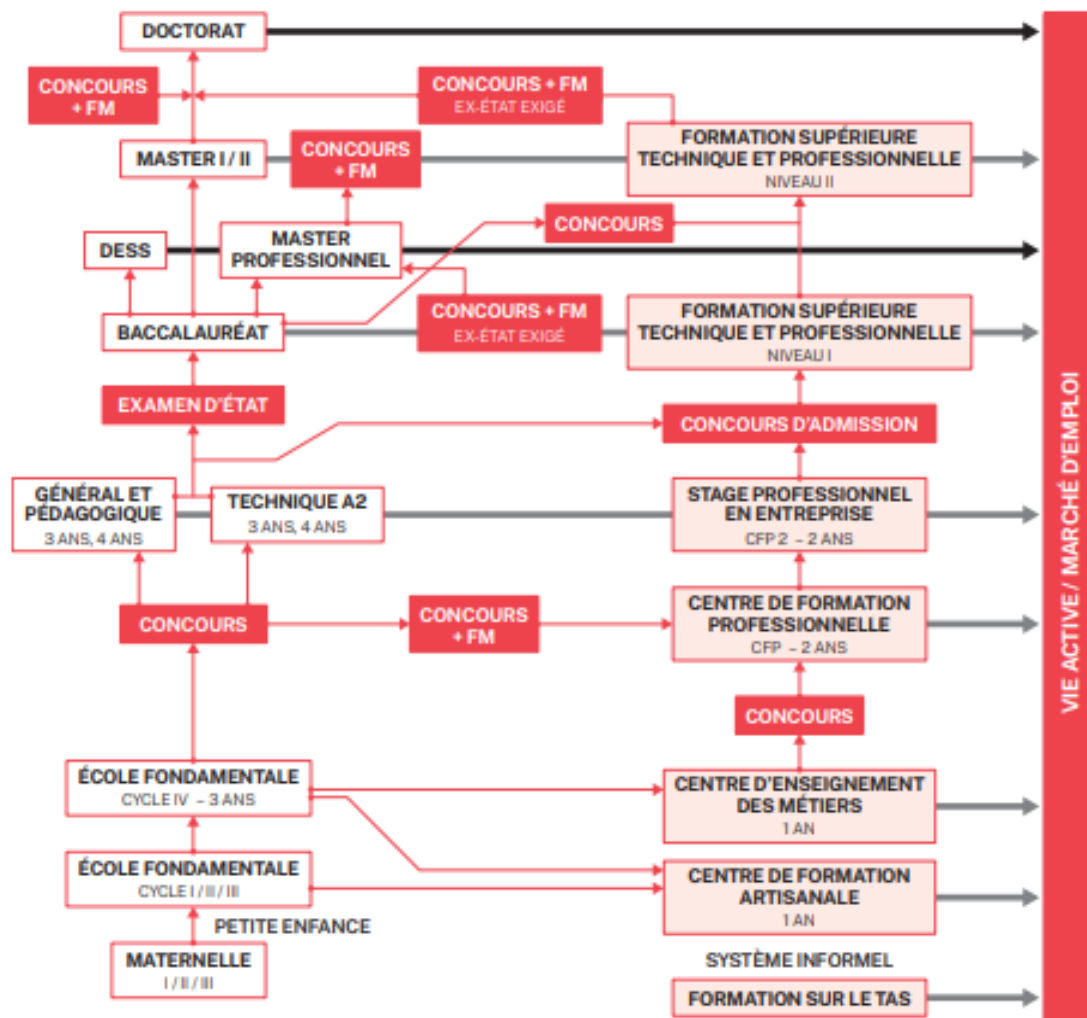
Depuis 2013, le Burundi a mis en œuvre une importante réforme de son système éducatif. Au niveau primaire (6 années) et au niveau collège (4 années) s'est substitué un cycle complet d'éducation de base ou fondamental scindé en 4 cycles : les trois cycles de deux ans qui recouvrent l'ancien enseignement primaire et le quatrième cycle qui va de la 7^{ème} à la 9^{ème} année. L'enseignement fondamental couvre donc 9 années d'enseignement, l'ancienne 4^{ème} année du collège a été définitivement supprimée à la rentrée 2016-2017.

La réforme de l'enseignement fondamental a démarré en 2013 par le cycle 4, avec pour ambition de faire de ce cycle « le prolongement naturel de l'école primaire, dans ses finalités, ses méthodes et son organisation ».

Après la 9^{ème} année, c'est le post-fondamental qui dure 3 à 4 ans selon les sections. Et après le post-fondamentale, un examen national est fait pour permettre aux élèves d'embrasser les études supérieures. Néanmoins, il faut aussi ajouter que le secteur de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle a un apport pour compléter les autres types d'enseignement.

De 2018 à juin 2020, le système éducatif était sous l'autorité du Ministère de l'Éducation, de la Formation technique et professionnelle et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS). Depuis juin 2020, le système éducatif burundais est géré par le seul ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique (MENRS). La structure de ce système éducatifs et de formation Burundais depuis 2020 est ainsi structurée.

Figure 4: Structure du système éducatif et de formation Burundais



Source : UNESCO, Analyse du secteur de l'éducation, 2021, page 73

Les taux de scolarisation ont connu une croissance rapide depuis 2005 avec le début de la gratuite des frais scolaires pour les enfants du cycle fondamental. Les effectifs des enfants scolarisés au préscolaire sont passés de 12 405 en 2005 à 67 795 en 2019 tandis que ceux des trois premiers cycles du fondamental sont passés de 1 829 385 à 2 423 692 sur la même période. Cela est bien sûr le résultat des efforts engagés par tous les acteurs en matière de l'éducation.

I.4.3. Situation de l'éducation en commune Gihanga

D'après les données collectées relatives à l'année scolaire 2020-2021, l'enseignement en Commune Gihanga se présente comme suit :

- **Enseignement préscolaire** : les établissements préscolaires fonctionnels sont au nombre de neuf dont 6 publics et 5 privés. Ces écoles accusent souvent un manque d'équipements adéquats et d'enseignants suffisants.
- **Enseignement fondamental (1^{ère}–9^{ème} Année)** : Les établissements d'enseignement fondamental sont 32 dont 29 publics et 3 privés.
- **Enseignement post-fondamental** : La commune compte 10 écoles d'enseignement post-fondamental général et pédagogique fonctionnelles dont 1 école est privée sur 14 collines. Il paraît que c'est assez mais au contraire car ces écoles sont faiblement équipées. Les apprenants dans leurs salles de classes, les conditions ne sont pas du tout bonnes car en moyennes 4 élèves s'assoient sur un banc pupitre. Les locaux sont insuffisants.
- **Enseignement des métiers** : Les établissements de métier sont presque inexistants car un seul établissement est fonctionnel dans toute la commune.

Le taux de réussite est de 60,5% en moyenne pour ces 5 dernières années. Comme partout dans le pays, le taux de scolarisation a augmenté ces derniers temps avec la politique nationale de la gratuité scolaire dans la politique de l'éducation pour tous, cela a permis d'augmenter le taux de participation surtout à l'enseignement primaire ou fondamentale actuelle. Le nombre d'école n'est pas suffisant pour accueillir tous les apprenants et apprendre dans les bonnes conditions normales exigées par les normes internationales.

Sur l'ensemble de la commune, 32 écoles fondamentales et 11 écoles post- fondamentales sont fonctionnelles. Il accuse un manque de locaux et équipements ainsi que du personnel suffisant.

En conclusion, ce premier chapitre a permis de mettre en exergue le contexte général de la zone d'étude sur le plan géographique, démographique, et économique ainsi que les différentes caractéristiques de l'éducation en général au Burundi et en commune Gihanga en particulier. Le chapitre suivant nous ouvrira sur une revue de la littérature pour les autres recherches en rapport la thématique sur l'enseignement supérieur.

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE

Pour bien mener à terme notre travail, nous nous sommes inspiré des théories démo-économiques ainsi que des déclarations et accords internationaux auxquels le Burundi a souscrit. Il existe une littérature assez riche et variée sur la notion Enseignement supérieur, développement et réduction de la pauvreté. Plusieurs théories ont été formulées sur ces concepts, notamment en montrant les relations réciproques qu'ils entretiennent entre eux. Dans ce chapitre, nous retiendrons, d'une part, les théories démo-économiques et Enseignement supérieur, notamment la théorie du capital humain, d'autre part, les conventions et accords internationaux faisant de l'éducation une priorité et un objectif commun pour toute l'humanité.

II.1. Cadre théorique et empirique de l'enseignement supérieur

II.1.1. Théories démo-économiques sur l'enseignement supérieur

La croissance démographique incontrôlée ainsi que la pression que celle-ci exerce sur les ressources a suscité beaucoup d'impact sur les sociétés. Ces derniers ont été traités et débattus dans plusieurs documents et œuvres. Parmi ces impacts l'éducation en est une car c'est un investissement aussi comme a été dit a été dit par Shultz (1963) dans «*The economic value of education*». Plus le nombre d'enfant augmente, plus on augmente l'investissement pour son éducation et d'autres aspects de la société comme les soins de santé, son logement, bref les besoins fondamentaux. L'économiste américain Becker (1986) suggère, au début des années 1960, que les enfants ont une utilité et un prix, et que la demande d'un enfant devait être arbitrée avec celle d'autres biens en fonction des revenus des ménages.

Becker (1964) fut à l'origine d'un modèle économique Quantité-Qualité permettant d'expliquer la corrélation négative entre la taille de la famille et le revenu du ménage. Pour ce faire, il affirme que la famille devrait déterminer le nombre de ses enfants en fonction des fonds alloués à leur investissement. Ainsi, disait-il, «A family must determine not only how many children it has but also the amount spent on them» (Becker, 1964). Parmi ces investissements, celui alloué à leur éducation en est parti. Il est donc nécessaire de prendre conscience de ce que va devenir leurs enfants.

En général il a été démontré par Robert Malthus dans *Essai sur le principe de population* qu'un accroissement de la population entraîne un impact sur les ressources.

Pour Malthus (1798) la croissance démographique incontrôlée sans accroissement de la production épuise ces ressources et provoque des famines et de la pauvreté.

C'est récemment au 20^{ème} siècle que cette forte croissance démographique a ressenti son impact sur l'Enseignement supérieur. Au cours de ce siècle, il n'y a jamais eu autant d'enfants scolarisés qu'à cette époque. L'éducation est apparue comme l'un des facteurs pour atteindre un développement durable. Elle consiste à donner aux individus, des comportements, aptitudes et connaissances grâce auxquels ils pourront prendre des décisions intelligentes.

Avec cette croissance démographique, il y a aussi une augmentation des populations scolarisables à tous les niveaux d'études du primaire au supérieur. On se rend compte qu'il est nécessaire que cette croissance de la population s'accompagne des améliorations dans ce domaine de l'éducation en quantité et qualité. Mingat a montré qu'il est fort crucial d'investir dans l'éducation pour accroître la productivité dans «*Familles, couts d'éducation et pratiques socio culturelles*» (1980). Pour assurer cette dernière, il faut tenir compte des effectifs scolarisables et des revenus de population. Pour les pays en développement, il faut mettre beaucoup d'accent sur l'enseignement primaire qui était l'une des priorités. C'est ce qui a motivé la mise en place du Programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement visant à la diminution de l'analphabétisme. Par après, l'amélioration de la qualité par des apprentissages adaptés aux réalités en développant l'éducation supérieure pour stimuler la recherche et aboutir à une croissance économique durable.

II.1.2. Théorie du capital humain

Selon la définition de l'OCDE, le capital humain recouvre « *l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique.* » « *Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité* ». La théorie du capital humain a été développée par un économiste Schultz (1963) puis Becker (1964). Ils proposaient des analyses théoriques et empiriques des liens entre l'investissement en capital humain et la rémunération. La théorie du capital humain fonctionne par analogie à celle du capital financier ou physique. On considère que le capital humain est formé de trois éléments qui, ensemble, déterminent une certaine aptitude de l'individu à travailler : les compétences, les expériences, les savoirs. Tous ces éléments mettent en exergue la connaissance de l'individu ou du groupe d'individu. De même que le capital physique, le capital humain peut

s'acquérir (notamment par l'éducation), se préserver et se développer (par un entretien à travers des formations continues et/ou l'attention portée à la santé de l'individu au titre de son capital santé). De même, il doit pouvoir produire un bénéfice privé ou sociétal, monétaire ou non monétarisé.

Becker (1964) met l'humain au cœur de l'économie en insistant sur l'investissement en capital humain par des stratégies de formation continue de la population. Il a été aussi démontré par certains auteurs américains qu'il y'a même une relation entre les revenus et le niveau d'étude de la population. Il s'agit d'une étude qui était basée sur la rentabilité de l'éducation. Il consistait à rechercher la liaison statistique qui peut exister entre l'éducation et le revenu. Il s'agit par exemple d'une étude qui a été faite aux États Unis par Miller (1967) dans *le rendement de l'éducation*. Il étudiait la relation existante entre le revenu de la population masculine et le niveau d'étude et groupe d'âge. L'auteur démontre statistiquement que le revenu tend en général à augmenter avec l'éducation, que l'année terminale est plus rentable que les années précédentes.

Glick et Miller dans *Educational level and potential income, American sociological review* , ont procédé aussi à une étude dans laquelle ils analysent la relation entre différents niveaux d'éducation et le revenu perçu durant toute la durée de la vie active. Ils ont aussi trouvé que le revenu augmente suivant le niveau d'éducation.

Le rôle économique du capital humain

Selon Becker (1964), « la prise en compte du capital humain dans l'analyse économique a constitué une avancée importante. Selon le même auteur, l'accumulation de capital humain est un facteur essentiel de croissance économique : la diffusion des connaissances permet des rendements croissants et génère des externalités positives».

De ce fait, il s'agit d'un concept central de l'économie du développement, de l'économie de l'éducation et plus largement de l'économie du savoir (« capital-savoir »). Cette théorie a également permis de réhabiliter l'idée d'une hétérogénéité du facteur travail, et ainsi de rendre compte de la structure des salaires et des formes de rigidités sur le marché de travail (Heckman, 2003).

II.1.3. Enseignement supérieur et la croissance économique

Il est dit qu'un pays riche est celui qui a du capital intellectuel, le reste est secondaire. La présence des matières premières en abondance dans nos sous-sols dont on ne maîtrise pas la technologie de les extraire n'ont aucune valeur. Il est donc primordial de commencer par

investir dans l'éducation du primaire au supérieur pour améliorer les connaissances et les compétences.

L'éducation (supérieur) est comme un investissement que l'individu doit acquérir d'une manière rationnelle pour se bâtir d'un capital productif inhérent de sa personne. Les connaissances acquises permettront de gagner d'avantage car cela va se répercuter sur l'emploi disponible. Dans ce cas pour s'adapter dans ce monde sur le marché du travail qui exige des compétences nouvelles, il est nécessaire de s'acquérir de ces compétences par l'éducation. Le changement technologique et la concurrence au niveau mondial imposent à nombre de personnes de maîtriser certaines compétences et d'en acquérir de nouvelles.

Il y a donc une relation très robuste entre l'éducation et la croissance économique par le biais d'une population composée de hautes compétences capable d'inventer, de suivre le progrès technique et de procurer des nouvelles technologies à travers la formation d'une main d'œuvre qualifiée capable d'innover et d'acquérir ces nouvelles technologies qui contribuent d'améliorer et d'augmenter la productivité nationale et sa qualité.

Instantanément, il se voit que le niveau de l'éducation acquis par une population reflète une économie un facteur indéniable de son succès sur l'échelle de l'économie mondial et aussi sur le niveau de sa propre population. Cela conduira à l'augmentation du revenu par tête et par conséquent la croissance économique et la réduction de la pauvreté (Giret, 2011)

Selon Bloom et ses collègues (2006), l'enseignement supérieur peut par conséquent générer plus de recettes fiscales, augmenter l'épargne et investissement, et conduire à un esprit d'entreprise et plus civique. Il peut aussi améliorer la santé et contribuer à la réduction de la croissance démographique. Cela a travers l'éducation des filles sur une longue période et retardant les mariages et par conséquent réduire les naissances.

II.1.4. Des travaux empiriques sur l'enseignement supérieur

Plusieurs travaux ont été réalisés pour étayer l'importance de l'éducation supérieure. Mais depuis les années 60, des études de nature économique ont démontré que l'éducation est un facteur de production en contribuant à la croissance économique et à l'augmentation des revenus des personnes éduquées (Schultz, 1963 ; Becker, 1964.) et, par conséquent, un facteur important de réduction des inégalités socio-économiques et de mobilité sociale, en particulier pour les couches sociales défavorisées .Il a été longtemps considéré que l'enseignement supérieur n'a pas un grand rôle pour attirer plus d'attention. L'important était d'assurer

surtout l'enseignement de base bref le primaire et le secondaire. C'est au lendemain de la deuxième guerre mondiale que cette notion a eu du succès avec la théorie du capital humain.

Au cours du 4^{ème} congrès International du Management de la Qualité dans les Systèmes d'Éducation et de Formation, avec le thème « *L'enseignement supérieur et la recherche face aux enjeux de la société du savoir* » tenu du 17 au 19 Avril 2007 à Casablanca au Maroc, on a souligné que l'enseignement supérieur demeure au cœur de tous les débats relatifs à l'éducation partout dans le monde. Il a de plus en plus un rôle de levier essentiel de développement surtout dans une économie du savoir basée sur la recherche et l'innovation.

Quand on pense à l'enseignement supérieur ou qualifié, on pense à une main d'œuvre qualifiée, un meilleur capital humain selon les besoins du moment. Il est donc admis que l'éducation permet d'avoir une population instruite et qualifiée ce qui conduira à l'accroissement des connaissances dans la production et permettra un développement et des activités de génération décentes.

Il est très nécessaire d'investir dans l'éducation de qualité et très poussé pour acquérir cette qualification et participer à ce développement surtout économique et sociale comme l'a montré depuis des années Adam Smith (1776) et les autres économistes néo-classiques qui ont mis en lumière l'importance de l'investissement dans les qualifications humaines.

Selon une étude réalisée en Côte d'Ivoire en 2019, l'analyse causale réalisée entre statut socioéconomique et performance en lecture et performance a permis de montrer que les performances en lecture sont influencées par le statut socioéconomique des familles ou ménages (Dierendonck et Poncelet, 2010). Même si la performance scolaire est influencée par le statut socioéconomique, l'environnement scolaire et les aptitudes personnelles des élèves restent essentiels. Les travaux de Gras(1974) a permis de montrer que le milieu familial a une influence positive sur la réussite scolaire. L'utilisation d'une analyse de développements de donnée (DEA) sur la base de données du programme national d'évaluation des acquis (PNEA) pour cette étude sur la réussite scolaire en Côte d'Ivoire permet de conclure que l'éducation des parents et leur niveau de vie influencent positivement les performances scolaires tandis que la taille de la famille y exerce une influence négative.

Rappelons également que la part d'une main d'œuvre qualifiée est l'un des piliers du décollage économique récent des Nouveaux Pays Industrialisés, NPI en sigle.

II.1.5. Apport de l'enseignement supérieur dans le développement

Selon Lê Thanh Khôi, (1967) « *Si tes projets portent à un an sème du grain; s'ils portent à dix ans, plante un arbre; s'ils portent à 100 ans, instruit le peuple. En semant une fois de grain, tu récoltes une fois; en plantant un arbre, tu récoltes dix fois, en instruisant le peuple, tu récoltes cent fois*»

Il y a une relation entre éducation et développement sous toutes ses formes. Il faut savoir aussi que cette éducation soit une éducation de qualité adapté aux besoins du moment permettant à l'apprenant d'acquérir des compétences professionnelles. Cela contribue à faire reculer la pauvreté en augmentant la productivité du travail.

Cela réduit aussi les taux de fécondité de la mère, et améliorant l'état de santé des populations et en équipant celle-ci de manière qu'ils puissent participer pleinement à la vie économique et sociale de leur pays. Ces femmes auront allongée la durée de la scolarité et diminuant ainsi les naissances. La plupart des études évoquent l'éducation féminine comme un facteur explicatif majeur de la convergence des normes de fécondité, en exposant la relation négative existant entre éducation et fécondité. Ainsi, moins une femme est éduquée, plus grande sera la probabilité qu'elle ait un nombre d'enfants élevé.

Les économistes classiques avec son fondateur Smith (1776) dans «*La richesse des nations*», ils ont montré l'importance de la qualification et des aptitudes professionnelles dans le processus de production. L'investissement dans l'enseignement supérieur a longtemps fait l'objet d'un consensus au niveau individuel comme au niveau de l'État, même s'il n'a pas toujours été une priorité, faute souvent de ressources suffisantes.

D'un point de vue macro-économique, il dynamise la croissance et permet à un pays de se positionner proche de sa frontière technologique dans une économie d'innovation (Aghion et al, 2002). D'un point de vue micro-économique, il confère à ses diplômés des avantages salariaux et non salariaux, souvent largement supérieurs aux coûts supportés durant leurs études. La politique de développement doit donner aussi une priorité aux ressources humaines, bref le capital humain. L'investissement physique joue un grand rôle dans la croissance économique, mais il ne peut être efficace s'il est accompagné par un investissement en capital humain qui fait sous-entendre l'investissement dans l'éducation.

Salomon (1966) dit à ce sujet que : « *L'éducation occupe une place importante dans l'économie de n'importe quel pays. Une année d'apprentissage à l'usine n'augmente la*

productivité que 12% à 16%. En France, la productivité est accrue après l'enseignement primaire de 79%, après le secondaire de 250%, et après l'université de 320% ».

L'amélioration de l'éducation aura par conséquent un double impact tel l'amélioration de vie par l'augmentation du niveau de vie et la réduction de la croissance démographique.

Avec la mondialisation, le développement nécessite une compétition basée sur le savoir. Il est aussi indispensable de souligner que l'université n'est pas seulement formatrice d'hommes; elle doit être également productrice d'idées, c'est-à-dire créatrice de situation conceptuelles nouvelles qui contribuent au développement. Selon une étude réalisée en 2006 par Bloom et ses collègues, *« l'enseignement supérieur est considéré comme étant un facteur qui apporte une contribution nécessaire, de concert avec d'autres facteurs, à la réussite des efforts nationaux pour relancer la productivité, la compétitivité et la croissance économique. Vu sous cet angle, l'enseignement supérieur cesse de concurrencer les enseignements primaire et secondaire pour gagner plus d'attention en matière de politiques. Au contraire, il devient un complément indispensable aux efforts d'éducation à d'autres niveaux et aux initiatives nationales favorisant l'innovation et la performance dans les secteurs économiques »*

II.2. Facteurs de non accès des jeunes ruraux à l'Enseignement supérieur

Dans les pays en développement et en particulier en Afrique subsaharienne les taux de fréquentation à l'Enseignement supérieur sont les plus bas au monde comme il a été énoncé en haut. Le taux d'accès à l'enseignement supérieur est de 76% dans les pays occidentaux, il ne dépasse guère 18% en Afrique. Plusieurs facteurs sont à la base. Un faible investissement et une absence de planification, de la part des gouvernements dans leur politique de développement, la pauvreté des populations en général est aussi un problème dans les pays africains en général et en Afrique subsaharienne en particulier.

Pour étayer notre travail, deux facteurs ont attiré notre attention et cela pour nous permettre de bien analyser et discuter les résultats. Ces facteurs sont d'ordre sociodémographique et socio-économique.

II.2.1. Les facteurs d'ordre sociodémographique

a. La taille des ménages

Deux courants essentiels de pensée sur la taille du ménage et la scolarisation des enfants existent. Le premier courant de pensée est de ceux qui pensent que la taille du ménage est en relation positive ou neutre avec la scolarisation des enfants et l'autre est naturellement pour ceux qui pensent le contraire. Le cas de Wakam (2002), il fait savoir que les ménages les plus

aisés économiquement sont de plus grande taille et sont les moins nucléarisés. Cela implique donc que les ménages de grande taille ont plus de moyens pour assurer la scolarisation de leurs nombreux enfants.

Becker (1960) avec sa théorie économique selon laquelle le nombre d'enfants (quantité) exerce une corrélation négative sur l'investissement moyen par enfant (qualité) ici l'éducation en fait partie. Lui est pour la deuxième pensée. D'autres auteurs ont ainsi enrichi ce raisonnement à partir des études menées dans les pays développés (Hanushek, 2010) et pays sous-développés, notamment dans les pays du Sud-est asiatique (Mba Oyono, 2009) démontrant qu'il existe une relation négative entre la taille de la famille et l'éducation des enfants.

Chernichovsky (1985), lui aussi, après avoir mené son étude au Botswana, a montré que la relation entre la taille du ménage et la scolarisation des enfants est positive ou neutre. Et plusieurs chercheurs sont arrivés à la même conclusion dont Marcoux (1995) au Mali, Kobiane (1999) au Burkina Faso.

Et plusieurs jeunes préfèrent des études courtes au détriment des études universitaires pour acquérir des compétences de recherche et de créativité ce qui peut leur mener à un emploi décent.

b. Le niveau d'étude des chefs de ménage

Des auteurs ont tenté de démontrer les relations entre le niveau d'instruction du chef de ménage et la scolarisation des enfants à partir des études scientifiques. Les études menées par Marcoux (1994), Clevenot *et al.* (1994), Lloyd *et al.* (1995), Lloyd *et al.* (1996), Pilon et Yaro (2001) qui ont constaté que plus le niveau d'instruction du chef de ménage augmente, la scolarisation des enfants s'améliore et plus ils durent dans le système éducatif a tiré notre attention. Une autre étude menée en Côte d'Ivoire par De Vreyer (1993) a démontré qu'une année d'instruction supplémentaire du chef de ménage se traduit normalement par une année d'éducation supplémentaire chez l'enfant.

D'autres comme Sekimonyo et Mabika (1999) ont analysé les déterminants de la scolarisation en République Démocratique du Congo (Kinshasa). Ils ont constaté eux aussi que le niveau d'instruction du chef de ménage influence positivement sur la scolarisation des enfants dès le début et même dans la fréquentation supérieure. Ekango (2010) a étudié l'évolution et les déterminants de la scolarisation des enfants au Cameroun entre 1991 et 2004. Il a constaté que

plusieurs déterminants des ménages ont une influence sur l'éducation de leurs enfants. Le niveau d'étude du chef de ménage en est un de ces déterminants.

Il est très clair que plus le niveau d'étude du chef de ménage est plus bas, plus il n'a pas de courage d'aider leurs enfants pour une scolarisation moyenne et pire encore l'Enseignement supérieur car eux ils constatent que c'est une perte de temps. Il n'y trouve aucun gain.

II.2.2. Les facteurs socio-économiques

a. L'activité professionnelle du chef de ménage

L'activité professionnelle est le métier exercé par une personne. Il s'agit d'une activité manuelle ou intellectuelle procurant un salaire, une rémunération, des revenus à celui qui l'exerce. Il constitue également un rôle social. Par extension, la profession désigne le métier appartenant à un secteur d'activité particulier.

Dans un ménage, les déterminants économiques pour l'éducation reposent essentiellement sur trois principes : le capital humain, les modes production et l'activité socioprofessionnelle (Mba Oyono, 2009).

Les modes de production du ménage sont associées aux principales activités socioprofessionnelles exercées par les membres du ménage, source de leurs revenus. Dans les sociétés agropastorales, les enfants sont souvent obligés à donner leur contribution aux travaux domestiques, et cela peut, dans certains cas, être source de leurs privations de la scolarité plus poussées.

Dans notre recherche, une attention particulière est portée à l'activité principale du chef de ménage. Le lien entre l'activité du chef de ménage et la scolarisation des enfants n'est pas direct. Néanmoins, une étude menée au Bénin a révélé que « *les cultivateurs sont relativement plus réticents à la scolarisation de leurs enfants : 31,6%, contre 56,3% pour les pêcheurs* » (Pilon & Yaro, 2001: 89).

Dans cette perspective, Lachaud (2007) estime que le revenu du chef de ménage dépend fortement de l'activité qu'il exerce et que ce dernier permet aux ménages d'améliorer leurs conditions de vie, investir dans le capital humain de leurs enfants, notamment en termes d'éducation et de santé.

En matière d'Enseignement supérieur, il a une forte nécessité d'appui financier. Dans les pays en développement où les revenus sont très faibles, il se remarque alors un faible investissement dans l'éducation en général et à l'Enseignement supérieur en particulier. Par conséquent, les retombés seront maigres et la pauvreté persiste.

b. Le revenu du ménage

Selon le philosophe allemand Kant (1776), ce n'est que par l'éducation que nous acquérons notre humanité. Nous sommes, nous dit Kant, ce que l'éducation fait de nous. Dès lors, l'éducation est essentielle, au même titre que l'air et la nourriture. L'éducation est aussi le moteur, la garantie du développement humain et la transformation intégrale d'une société donnée. Le revenu du ménage est un concept économique qui est fréquemment utilisé dans des études économiques et démographiques, et plus spécifiquement dans les études d'inégalités sociales. Différentes études sur les inégalités des revenus des ménages montrent une relation avec l'investissement dans l'éducation. La dégradation du revenu des ménages et le chômage des diplômés sont les raisons de la réticence des parents à s'engager pour la scolarisation des plus jeunes (Pilon, 1995). Dans les pays en situation de pauvreté, ou il ya de faible revenu, l'investissement dans l'éducation se dégrade.

Selon une étude réalisée au Togo par Alabi(2010), les ménages cherchent des alternatives à la scolarisation des enfants.

L'une de ces alternatives est de solliciter les apports des enfants dans la vie économique du ménage à travers leurs implications de plus en plus poussées sur le marché du travail. Mais ce choix opéré par les ménages ne peut constituer une solution à long terme, car ces enfants qui travaillent au lieu d'aller à l'école, réduisent leurs chances de sortir de la pauvreté car ils vont juste s'arrêter par exemple au secondaire et même pas et par conséquent les probabilités d'obtenir un emploi décent deviennent faibles.

Dans les pays en développement, vu que les niveaux de vie sont encore en bas, cela a des conséquences sur l'investissement en éducation. Mais ces dernières années des politiques publiques en la matière sont avancées notamment à des niveaux primaires pour que les populations sachent au minimum lire et écrire. Mais cela ne suffit pas avec une ère actuelle qui nécessite des compétences avancées. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'avoir des niveaux d'études avancés. Ces études avancées auront besoin des investissements supplémentaires.

Les ménages ruraux sont donc confrontés à ce niveau de revenu faible pour ne pas accorder plus d'importance à l'enseignement supérieur de leurs enfants.

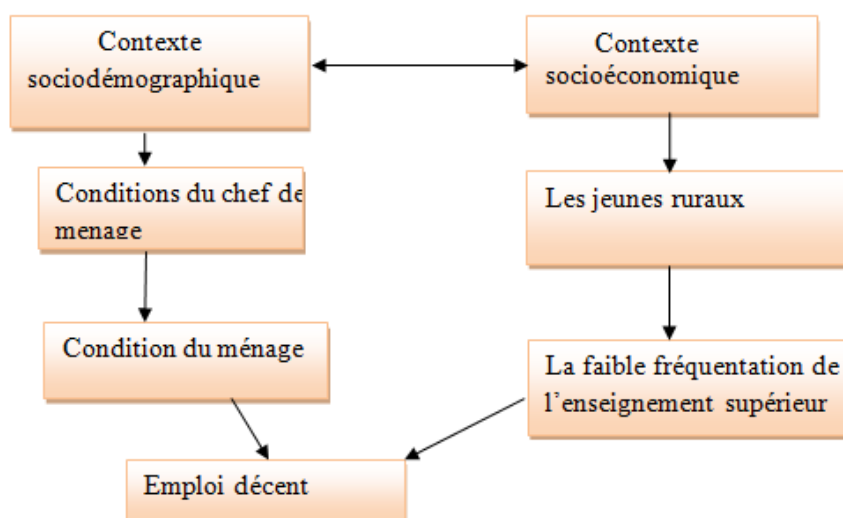
II.3. Schéma conceptuel et schéma d'analyse

II.3.1. Schéma conceptuel

Le schéma conceptuel est un ensemble cohérent de concepts liés par des relations hypothétiques qui concourent à expliquer l'accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur. Le schéma que nous présentons se base sur la littérature

Les éléments constituant notre schéma conceptuel sont : L'enseignement supérieur- les jeunes ruraux- les conditions de vie des ménages ruraux- Un emploi décent- Développement socio-économique.

Figure 5: Schéma conceptuel de notre recherche



Source : Auteur

II.3.2. Définition des concepts-clés

Afin de mieux permettre de comprendre de quoi nous parlons en utilisant un mot ou une expression, il importe de définir les mots clés et concepts.

- ▶ **Les jeunes ruraux** : Il s'agit de personnes d'âge comprises entre 15 et 35ans constituant la part des jeunes et qui sont actifs vivant en milieu non urbain.
- ▶ **Contexte sociodémographique** : Il s'agit des caractéristiques portées sur les implications de la société à travers la dynamique de la population.
- ▶ **Contexte socio-économiques du ménage** : Les conditions de vie socio-économiques sont des éléments qui expliquent, la capacité matérielle et financière des ménages de provenance des élèves dans la commune de Gihanga qui sont sur le banc de l'école.

Les conditions de vie socio-économiques déterminent les exigences dans lesquelles sont les membres du ménage. Dans notre étude, les conditions de vie socio-économiques des ménages de ces élèves déterminent les conditions dans lesquelles vivent ces élèves pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur. Si les élèves parviennent à trouver des moyens financiers pour accéder d'abord à l'éducation de base et secondaire lui permettant d'accéder par la suite à l'enseignement supérieur.

- **L'enseignement supérieur ou études supérieures :** Il désigne généralement l'instruction dispensée par les universités, institut, de grandes écoles, et d'autres institutions comme les grands établissements décernant des grades universitaires ou autres diplômes de l'enseignement supérieur.

Ces études visent à acquérir un niveau « supérieur » de compétences, généralement via une inscription ou concours d'entrée, un cursus ponctué par des examens. La faible fréquentation des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur s'agit de l'impossibilité d'accéder à cette éducation supérieure pour une raison d'une appartenance sociale.

- **Un emploi décent :** Selon l'OIT, un emploi **décent** regroupe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes.

Le travail décent et les quatre piliers de l'agenda pour le travail décent (création d'emploi, protection sociale, droits au travail et dialogue social) sont devenus des éléments centraux du nouveau Programme de développement durable pour 2030 (ODD) adopté en 2015 par l'ONU.

L'objectif N°8 invite par exemple à « *promouvoir une croissance économique soutenue, durable et partagée, le plein emploi productif et le travail décent* ».

Pour notre travail de recherche, on veut montrer que plus on a un niveau d'étude élevé, plus on a la chance d'obtenir un emploi décent. Le niveau d'étude faible des jeunes Africains et des jeunes burundais en particuliers est l'un des principales causes de chômages pour cette catégorie de population. C'est dans ces institutions supérieures alors où on acquiert ces compétences pour avoir ce niveau d'étude et l'obtention des diplômes nécessaires. Selon le Forum économique mondial, l'une des principales causes est que le niveau d'éducation n'est pas correctement adapté au marché du travail.

En d'autres termes, les entreprises n'embauchent pas de jeunes travailleurs parce qu'elles ne trouvent pas en elles les compétences dont elles ont besoin.

Environnement socio-économique : Il désigne les conditions de productivité des populations. Ici, il s'agit des moyens de production des populations et ceux des jeunes en particulier l'amélioration des conditions de vie menant au bien-être.

II.3.3. Hypothèse de recherche

Selon le dictionnaire français, une hypothèse est une supposition qui est faite en réponse à une sous-question de recherche et qui aide à répondre à la question centrale.

Dans la plupart des cas, il s'agit de proposer des relations entre deux variables (ou plus) : la variable indépendante et la variable dépendante (la mesure).

Cette hypothèse doit être confirmée ou infirmée au cours de la recherche. Au sujet de mon travail de recherche l'hypothèse générale est ainsi libérée : Les jeunes ruraux Burundais n'intègrent pas l'enseignement supérieur à un niveau significatif. Seulement 1% des femmes et 3% d'homme ont un niveau d'instruction supérieur selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé 2017, ce qui leur freine l'accès à un emploi décent.

De cette hypothèse générale, découlent des hypothèses spécifiques suivantes :

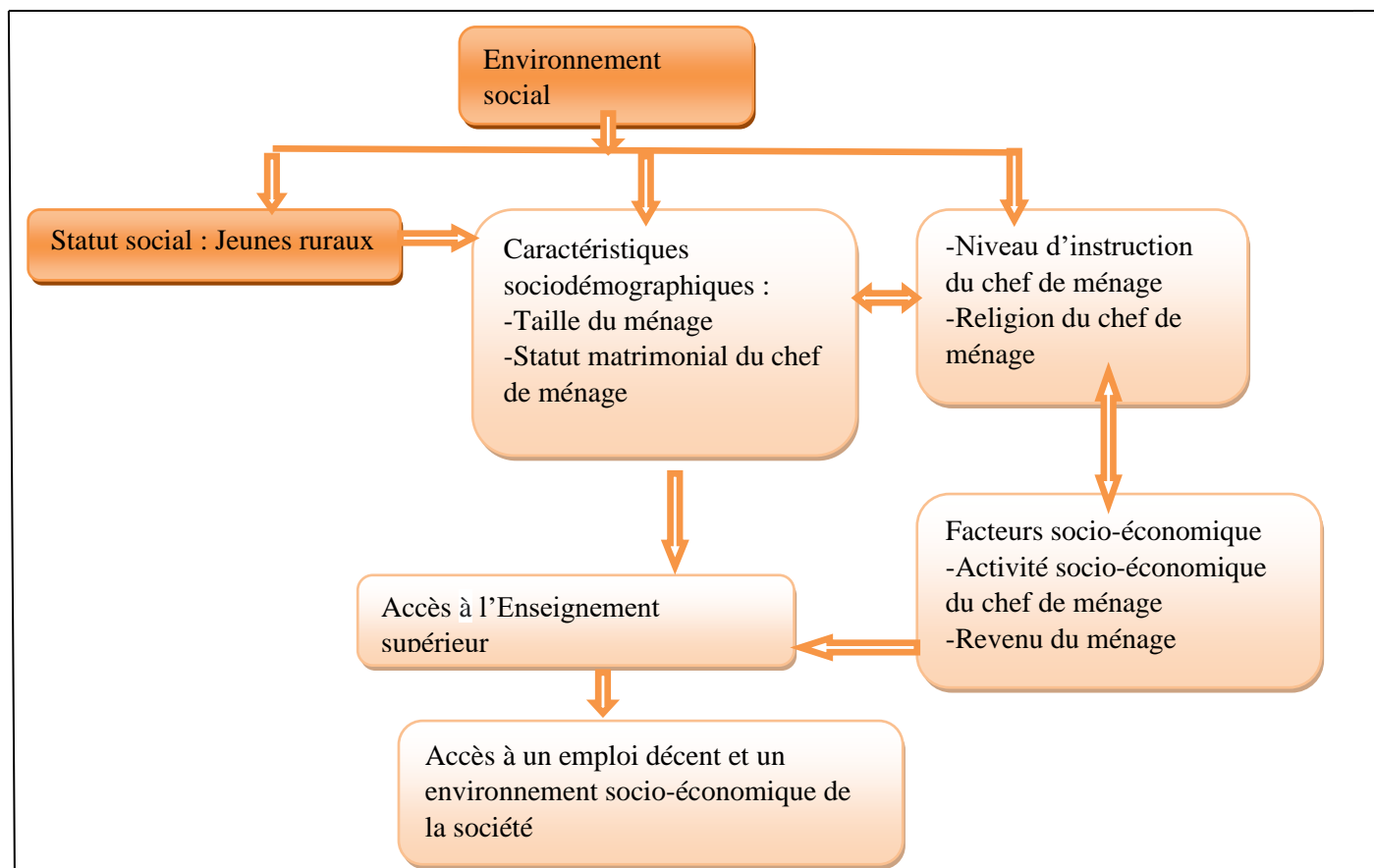
Hypothèse 1. Les conditions de vie dans les ménages des élèves ruraux constituent un défi à la réussite des élèves à l'Examen d'État pour avoir accès à l'enseignement supérieur afin d'acquérir des savoirs compétitifs et qualifiés.

Hypothèse 2. Les élèves sont actuellement découragés des études supérieures par le manque de travail de leurs aînés à la fin de leur cursus.

II.3.4. Cadre d'analyse

En fonction des objectifs et des hypothèses de notre recherche ci-haut énoncée, le modèle d'analyse proposé pour bien tester nos hypothèses est présenté synthétiquement sur la figure suivante :

Figure 6: Schéma d'analyse



Source : Auteur

En conclusion, dans ce chapitre nous avons essayé de passer en revue les écrits des autres recherches réalisées dans ce domaine et dans les domaines proches. Cette revue de la littérature nous a permis d'élaborer un cadre conceptuel. Nous avons aussi défini les concepts utilisés afin d'avoir une idée précise sur la thématique traitée ainsi que des hypothèses que nous vérifierons dans le cas spécifique sur la fréquentation de l'enseignement supérieur chez les jeunes ruraux en commune Gihanga. Un schéma d'analyse met en exergue les différentes variables que nous utiliserons. Le chapitre suivant met en lumière l'approche méthodologique adoptée dans la réalisation de cette étude.

CHAPITRE III: CADRE METHODOLOGIQUE

Notre travail de recherche vise à identifier les raisons de la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'Enseignement Supérieur en commune Gihanga. Ainsi, l'étude est basée sur les données résultant d'une enquête menée auprès des élèves finalistes choisis dans différentes classes terminales du post-fondamentales générales, pédagogiques et techniques en commune Gihanga. Ce chapitre démontre la démarche méthodologique employée.

Ce chapitre décrit également la motivation du choix de la méthode, les techniques d'investigation utilisées, le déroulement de l'enquête et la méthode statistique d'analyse, la description des variables et les techniques de traitement et d'analyse adoptées.

III.1. Approche méthodologique

Dans un travail de recherche, il est important de définir la méthodologie utilisée pour arriver à des résultats fiables et acceptables. En science sociale, plusieurs méthodes de recherche à savoir :

- La démarche qualitative qui est une méthode permettant d'analyser et comprendre des phénomènes, des comportements de groupe, des faits ou des sujets. Son objectif n'est pas d'obtenir une quantité importante de données, mais d'obtenir des données de fond. Cette méthode de recherche descriptive se concentre sur des interprétations, des expériences et leur signification. Son approche compréhensive peut être utilisée dans beaucoup de domaines comme dans les sciences sociales, etc.
- Les méthodes quantitatives sont des méthodes de recherche, utilisant des outils d'analyse mathématiques et statistiques, en vue de décrire, d'expliquer et prédire des phénomènes par le biais de données historiques sous forme de variables mesurables. L'objectif est souvent d'en déduire des conclusions mesurables statistiquement. Il est basé sur le choix d'un échantillon représentatif d'une population cible pour une situation sociale.
- La démarche quali-quantitative ou méthode mixte : Il s'agit d'une méthode combinant des données quantitatives et qualitatives au sein d'un seul sujet de recherche ou simplement lors de la vérification d'hypothèses. Cette combinaison se traduit par la collaboration des données d'aspect qualitatif avec les données d'aspect quantitatif et se complètent.

Pour atteindre les objectifs de cette recherche, notre choix est porté sur la démarche quantitative, aux dépens des deux autres. Le choix de cette démarche quantitative, aux dépens de la démarche qualitative, est motivé par le fait que la démarche quantitative permet de mieux tester des hypothèses et de mesurer avec exactitude les variables utilisées grâce à

l'utilisation d'un Questionnaire standardisé et au traitement statistique des informations collectées sur terrain (Giordino & Jolibert, 2016). En outre, nous avons estimé que cette approche est la mieux indiquée pour valider les résultats dans la mesure où elle permet de choisir un échantillon le plus représentatif possible de la population cible. Elle permet de décrire et expliquer les phénomènes au moyen d'indicateurs précis appliqués à un échantillon représentatif, donnant ainsi une possibilité de généralisation des résultats pour la population totale de la zone d'étude.

III.2. Méthodes et techniques d'investigations utilisées.

La collecte s'est basée sur une enquête réalisée sur un échantillon représentatif d'élèves actives dans les classes terminales des écoles post-fondamentales générales, pédagogiques et techniques de la Direction Communale de l'Enseignement de Gihanga pour l'année scolaire 2021-2022. Cette approche quantitative a été complétée par la recherche documentaire qui était basée sur la consultation de documents notamment les différents rapports nationaux et internationaux.

III.2.1. Population cible

La population cible de notre travail de recherche est constituée par des élèves des classes terminales du post-fondamentales générales, pédagogiques et techniques pour l'année scolaire 2021-2022 de la DCE Gihanga en province Bubanza. Au total, 529 élèves sont inscrits dans ces classes terminales répartis dans 9 écoles post-fondamentales cette Direction Communale de l'Éducation, dans les sections de Langue, sciences, Pédagogique, Économiques, Sciences Sociales et Humaines, Agriculture, Conducteur des travaux, Eau et Forêt, et Vétérinaire. Un questionnaire leur a été adressé. Ce questionnaire contenait des questions sur les conditions de vie dans les ménages des élèves, sur les conditions de scolarité de ces élèves.

III.2.2. Taille de l'échantillon

Après avoir déterminé la population cible de notre recherche, on ne pourra pas atteindre toute la population, raison pour laquelle un échantillon représentatif de ces 529 élèves est nécessaire.

Dans ce cas nous faisons recours à la formule de Slovin), de son ouvrage « *Techniques d'échantillonnage de formule de Slovins* ». Pour un échantillonnage aléatoire simple.

Considérant n représentant la population d'élèves à contacter parmi les 529 élèves concernés par l'étude, à un seuil de confiance de 95% avec un seuil de significativité de 5%.

Ainsi la formule de Slovin nous permet de déterminer la taille de notre échantillon.

Où n est la $n = \frac{N}{1 + Ne^2}$, taille de l'échantillon ou le nombre d'élèves à contacter pour l'enquête, et N est la population totale d'élèves concernés par l'enquête et e , est la marge d'erreur de 5%.

En remplaçant les lettres par les valeurs respectives, l'équation devient :

$$n = \frac{529}{1 + 529 \cdot 0,05^2} = 227,77179 \approx 228$$

Ainsi 228 élèves constituent l'échantillon de notre population d'enquête.

➤ Répartition de la taille de l'échantillon par section

Notre population cible est répartie dans différentes section et on doit choisir dans chaque section les unités statistiques. Nous avons procédé par la méthode probabiliste selon laquelle tous les individus ont la même probabilité ($1/N$) d'être choisi et appartenir dans l'échantillon.

En effet, posons M , les élèves de chaque section, N toute la population cible et n la taille de l'échantillon. Les unités statistiques n_1 de chaque section dans l'échantillon s'obtiendront par le produit de cette probabilité et la taille de l'échantillon. Ainsi :

$$n_1 = \frac{M}{N} \times n$$

$$\text{Ainsi on obtient : } n_1 = \frac{151}{529} \times 228 = 65,081 \approx 65$$

Dans 529 élèves, la population totale, le questionnaire sera adressé à 65 élèves de la section Langue.

Avec la même formule, le questionnaire sera adressé à 27 élèves de la section Science, 10 élèves de la section sociale, 26 élèves de la section Économique, 25 élèves de la section pédagogique, 17 élèves de la section Vétérinaire, 21 élèves de la section Agriculture, 16 élèves de la section Eaux et Forêt, et 21 élèves de la section conducteur des travaux.

Tableau 2: Répartition des élèves par section

Section \ Effectif	Total	Échantillon
Langue	151	65
Science	63	27
SSH	23	10
Économique	60	26
Pédagogique	57	25
Vétérinaire	40	17
Agriculture	48	21
Eau et foret	37	16
Conducteur des travaux	50	21
Total	529	228

Source : Auteur

➤ **Tirage des élèves par section**

Comme notre étude porte sur des élèves des écoles différentes, avec l'échantillon déjà déterminé il convient de déterminer la méthode de choix des individus statistiques, les élèves.

Chaque section est prise comme une strate, et le tirage de l'échantillon est fait de façon aléatoire dans chaque section. Connaissant N_1 le nombre total d'élèves de chaque section, le nombre d'élèves échantillonnés est tiré de manière aléatoire. La première démarche consiste à trouver le pas de sondage dans la strate. Il est égal au rapport du nombre total d'élèves de la section N_1 et la taille de l'échantillon de la section n_1 .

$$pas = \frac{N_1}{n_1}$$

Par exemple, le pas de sondage pour la section langue sera donné par le rapport suivant :

$$pas = \frac{151}{65} = 2,3231$$

Détenant la liste des élèves par section, il a été question de trouver par le terme aléatoire le premier membre sur la liste. Le suivant était trouvé en ajoutant le pas de sondage.

III.2.3. Outils de collecte, saisie et analyse

III.2.3.1. Questionnaire et sa validation

Le questionnaire utilisé était composé de 20 questions réparties en trois parties. La première partie est constitué d'une identification de l'enquêté, la deuxième partie est constitué des informations sur les conditions de vie des élèves enquêtés dans leurs ménages et enfin la troisième partie est constituait des conditions des élèves dans leur scolarité.

Ce questionnaire contient une variable dépendante qui est « *La réussite à l'examen d'état* » ce qui permet à ces élèves la possibilité de constituer les études universitaires selon le règlement de l'enseignement au Burundi. C'est une variable à deux modalités à savoir « Réussi » si l'élève a réussi à l'examen d'état ou « Échoué » si l'élève a échoué à l'examen d'état session 2022. Cette variable nous a permis de dégager le taux de réussite de ces élèves à cet examen afin de dégager les facteurs. Des variables indépendantes sont aussi dégagées. Ils sont repartis en deux catégories :

- Variables sociodémographiques : Il s'agit de l'âge de l'élève, le sexe de l'élève, le niveau d'étude de leur chef de ménage, et le sexe du chef de ménage. Ces variables nous ont permis de déterminer les conditions de vie des élèves enquêtés dans leurs ménages.
- Variables socioéconomiques : Il s'agit de l'activité professionnelle du chef de ménage pour subvenir au besoin de sa famille, le revenu moyen du ménage, les activités économiques exercées par leurs aînés qui ont terminé l'enseignement universitaire. Ces variables nous ont permis de dégager les différentes sources de revenus des ménages de ces élèves pour subvenir aux besoins de ces élèves pour leurs scolarités.

Avant d'aller rencontrer les enquêtés, le questionnaire a été présenté au directeur du mémoire qui l'a examiné. Le questionnaire a été présenté à 20 élèves pour une pré-enquête et tester la faisabilité de l'enquête.

III.2.3.2. Déroulement de l'enquête

a. Outils de collecte de données et de saisie

Dans la méthode quantitative, le questionnaire est un outil d'une grande importance, utilisé par le chercheur se rendant sur terrain pour la récolte des informations. Il est un fil conducteur à l'enquête, un outil incontournable. Notre enquête sur terrain s'est déroulée au mois de Mai à Juin 2022 auprès des élèves au sein de leur établissement scolaire.

Les informations ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire qui a été adressé à chacun des 228 élèves identifiés dans l'échantillon. Les questions posées étaient basées sur les conditions

de vie de ces élèves dans leur ménage et des questions sur les conditions de scolarités de ces mêmes élèves.

Chaque interviewé répondait à ces questionnaires comprenant les différentes questions, fermées. A toute question fermée, une liste de modalités parmi lesquelles l'élève rencontré choisissait, était proposée. Certaines réponses n'avaient pas été données et étaient données sous forme autres à préciser.

Les éléments de réponse collectée ont été saisis avec KoBoCollect pour faciliter l'exploitation des données par des logiciels de traitement.

b. Dépouillement

Après avoir collecté des données sur terrain, c'est le dépouillement des questionnaires remplis. Il faut d'abord coder toutes les modalités. C'est une phase cruciale qui ne doit pas être négligée d'autant plus qu'elle facilite les analyses et l'interprétation correcte des données. Le dépouillement se fait copie par copie et question par question. Ça vient ensuite la saisie des données du premier au dernier questionnaire (1^{er} au 278^{ème}) avec KoBoCollect.

III.2.3.3. Méthodes d'analyse statistique

Dans notre analyse, nous avons d'abord fait recours à une analyse univariée pour présenter la situation générale des variables indépendantes de la problématique. Ensuite nous avons fait une analyse bivariée en croisant les variables indépendantes à la variable dépendante.

Enfin, nous avons procédé au Test du Khi-deux de Pearson qui nous a permis de tester la relation entre la variable dépendante et les variables indépendantes avec le niveau de confiance de 95% et le seuil de significativité de 5%. Le test du khi-deux a été choisi en fonction de la nature qualitative des variables mobilisées.

Si X et Y sont les variables qualitatives dont leur association est mesurée par le test du Khi-deux, n_{ij} sont les fréquences empiriques des individus présentes les caractéristiques i de la variables X et les caractéristiques j de la variable Y, la mise en œuvre du test du Khi-deux consiste à calculer les fréquences théoriques n'_{ij} suivant la formule suivante :

$$n'_{ij} = \frac{n_{i.} * n_{.j}}{n_{..}}$$

Où $n_{i.}$ étant les fréquences marginales selon X ; $n_{.j}$ les fréquences marginales selon Y et $n_{..}$, la population totale.

La valeur du Khi-deux est la double somme des carrés des écarts des effectifs observés (n_{ij}) aux effectifs théoriques (n'_{ij}), rapportés aux mêmes effectifs théoriques:

$$\chi^2 = \sum_{i=1}^k \sum_{j=1}^m \frac{(n_{ij} - n'_{ij})^2}{n'_{ij}}$$

Où k est le nombre de modalités de X et m le nombre de modalités de Y. Cette statistique mesure la dépendance entre les variables X et Y. Deux hypothèses sont confrontées :

- H0 (hypothèse nulle) : il n'y a pas de liaison entre X et Y.
- H (rejet de H0) : il existe une liaison entre X et Y.

La décision quant à l'existence d'une association entre X et Y est prise en comparant la valeur calculée du χ^2 ci-dessus à sa valeur théorique lue dans la table de la loi de probabilité du χ^2 à (k-1) (p-1) degrés de liberté au seuil de signification α choisi (5%) :

- Si $\chi^2_{calculé} \geq \chi^2_{théorique}$, on rejette l'hypothèse d'indépendance entre X et Y, c'est-à-dire on conclut que X et Y sont associés.
- Si $\chi^2_{calculé} < \chi^2_{théorique}$, on conclut que X et Y ne sont pas associés.

Avec les résultats d'analyse par le logiciel d'analyse, la conclusion que le Khi-deux calculé est supérieur ou inférieur ou Khi-deux théorique est faite partir de la significativité associée au test (valeur de la significativité bilatérale, p-value). Si p est inférieur à 5% ($p < 0,05$), c'est le cas de rejet de l'hypothèse nulle et d'association entre les deux variables. Dans le cas de p supérieure ou égale à 5% ($p \geq 0,05$), l'hypothèse nulle n'est confirmée ; il n'y a pas liaison entre la variable en question et la non-fréquentation de l'enseignement supérieur.

Comme ce travail se propose comme objectif d'hiérarchiser les facteurs associés au non fréquentation de l'enseignement supérieur, le coefficient V de Cramer est utilisé aussi pour déterminer l'intensité de liaison afin de faire la classification des facteurs.

Le coefficient V de Cramer est la racine carrée du rapport entre χ^2 et χ^2_{max}

$$V = \sqrt{\frac{\chi^2}{\chi^2_{max}}} = \sqrt{\frac{\chi^2}{n \times (\min(I, J) - 1)}}$$

Avec n la taille de l'échantillon

Pour notre travail, il est nécessaire d'hierarchisé les différents facteurs influençant la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'Enseignement Supérieur, le coefficient V de Cramer est utilisé aussi pour déterminer l'intensité de liaison afin de faire la classification des facteurs. Cette intensité permettra d'évaluer les facteurs les plus influençant que les autres.

III.2.3.4. Outils d'analyse

Le traitement et l'analyse de données a été faite à l'aide du logiciel SPSS. En outre, le logiciel Microsoft Excel nous a servi dans la mise en forme des tableaux et graphiques.

En conclusion, ce chapitre a présenté le cadre méthodologique de la réalisation de cette étude. Les outils de collecte, de saisie et d'analyse des données y sont indiqués. Étant donné que cette recherche utilise une approche quantitative, elle s'appuie essentiellement sur les données issues d'une enquête que nous avons menée auprès de 228 élèves des classes terminales du post-fondamentale en commune Gihanga.

Dans le dernier chapitre, il sera question d'analyser, présenter et interpréter les résultats des données sur la réussite à l'examen d'État pour avoir accès à l'enseignement supérieur.

CHAPITRE IV: ANALYSE ET PRESENTATION DES RESULTATS

Ce chapitre porte sur l'analyse et la présentation des résultats de notre recherche. Il consiste à présenter les données résultant d'une enquête menée auprès de 228 élèves choisis sur 9 écoles post-fondamentales générales, pédagogiques et techniques de la direction communale de l'enseignement de Gihanga, réparti dans les classes terminales et différentes sections de la DCE Gihanga. Cette étude vise à étudier les facteurs de la faible fréquentation de l'enseignement supérieur des jeunes ruraux en commune de Gihanga.

Pour bien mener notre analyse, nous avons fait recours au logiciel SPSS pour implémenter le test du Khi-deux et ce dernier nous a permis de donner les différents facteurs associés à ce phénomène.

IV.1. Analyse descriptive univariée

IV.1.1. Présentation de la variable dépendante

Le phénomène étudié est la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur. Il s'agit ici des jeunes scolarisés qui terminent leur cycle post-fondamental dans les différentes sections. La variable dépendante de l'étude sur la fréquentation de l'enseignement supérieur est mesurée par l'obtention de la note minimale à l'examen nationale, exigée pour avoir réussi et accéder à l'Enseignement supérieur.

Dans les études secondaires, donc au post-fondamental, la réussite en classe n'est pas très élevée avec un taux de 71,05% d'élèves ayant obtenu leur Diplôme ou certificats de fin d'étude secondaire. C'est la première étape pour avoir un diplôme d'Etat après avoir passé un examen national, l'examen d'Etat qui leur donne le feu vert pour accéder à l'Enseignement supérieur comme le précise les conditions exigées par le gouvernement Burundais à travers le décret n°100/165 du 12 Juillet 2021 portant modification du décret n°100/192 du 29 Juin 2012 portant les conditions d'obtention du Diplôme d'Etat au Burundi.

Après avoir analysé les résultats des élèves enquêtés, nous avons constaté que la réussite à cet examen est faible avec 72 élèves seulement soit 31,6% qui ont réussi et 156 élèves soit 68,4% qui ont échoué à cet examen.

Tableau 3: Résultat de l'Examen d'État 2021-2022

	Effectifs	Pourcentage
Échoué	156	68,4
Réussi	72	31,6
Total	228	100,0

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

IV.1.2. Niveau d'étude du chef de ménage

Dans les ménages des élèves enquêtés, on a constaté que les chefs de ménage ont un niveau d'étude faible. La plupart ont un niveau primaire ce qui montre que leur influence est faible à l'endroit de leurs enfants pour les inciter à suivre l'Enseignement supérieur. Le tableau 5 illustre les proportions en fonction de leur niveau d'étude. Sur 228 élèves enquêtés, 117 élèves ont révélé que leur chef de ménage, qui assure leur scolarité, ont un niveau primaire soit 51,3%, et 55 ont niveau secondaire soit 24,1% et 48 sont sans niveau d'étude soit 21,1%. Comme on l'a constaté même dans les différents documents, on constate 8 élèves seulement ont un chef de ménage de niveau universitaire soit 3,5%.

Tableau 4: Niveau d'étude des chefs de ménage

	Effectifs	Pourcentage
Primaire	117	51,3
Sans	48	21,1
Secondaire	55	24,1
Universitaire	8	3,5
Total	228	100,0

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

IV.1.3. Activité professionnelle du chef de ménage

L'activité professionnelle du chef de ménage détermine les conditions socio-économiques du ménage. En analysant les résultats de l'enquête, nous constatons que les ménages vivent grâce à l'agriculture. Sur 228 élèves, 74,6% de cas ont un chef de ménage qui vit de l'agriculture. Cette activité est peu productive comme a été énoncé précédemment. Les autres activités sont l'activité commerciale qui emploie 11,4% et 7,9% ont dit que leur chef de ménage sont des fonctionnaires et 14 élèves soit 6,1% exercent des petits métiers tels le taxi vélo, la cordonnerie, la réparation des vélos, etc.

Tableau 5: Les activités professionnelles des chefs de ménage

	Effectifs	Pourcentage
Autres	14	6,1
Commerçant	26	11,4
Cultivateur	170	74,6
Fonctionnaire	18	7,9
Total	228	100,0

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

IV.1.3. Estimation du niveau de vie des ménages

En fonction des activités professionnelles des chefs de ménages pour subvenir aux besoins de leur familles, les élèves ont estimé leurs ménages s'ils sont riches ou pas. 72,4% ont estimé leurs ménages pauvres selon le revenu de leur ménage et 26,3% ont estimé leur ménage moyen car tous vivent avec des revenus inférieurs au seuil exigé par la Banque mondiale de 1,90 \$ par jour.

Tableau 6: Estimation du niveau de vie de leurs ménages

	Effectifs	Pourcentage
Moyen	60	26,3
Pauvre	165	72,4
Riche	3	1,3
Total	228	100,0

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

IV.1.4. Principales activités exercées par les lauréats de l'Enseignement supérieur

Après le cursus universitaire, ces jeunes lauréats ne trouvent pas facilement d'emploi et sont obligés d'exercer de petits métiers tels la vente des boissons et de petits articles sur les routes, travailler dans des secrétariats publics, ou vendre des unités de recharge téléphonique pour subvenir à leurs besoins. Les revenus ne leurs permettent pas de préparer leur avenir à travers de petits épargnes. Sur les 228 élèves ont révélé que leurs aînés qui ont terminé l'université, 128 ont révélés qu'ils exercent de petits métiers non productifs soit 56,1% et 77 soit 33,8% n'ont même pas d'activités et sont sans emploi. Cela alors pourrait décourager ces élèves pour pouvoir continuer leurs études.

Tableau 7: Principales activités exercées par les Lauréats de l'Enseignement supérieur

	Effectifs	Pourcentage
Sans emploi	77	33,8
Un emploi	23	10,1
Un petit métier	128	56,1
Total	228	100,0

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

IV.2. Analyse bivariée des résultats

IV.2.1. Réussite des élèves selon les conditions sociodémographiques de leur ménage

Les caractéristiques socio démographiques considérées pour notre recherche sont le niveau d'étude du chef de ménage, l'âge de l'élève en terminale et le sexe du chef de ménage.

a. Réussite à l'examen d'État des élèves et le niveau d'étude du chef de ménage

Pour connaître le niveau d'étude du chef de ménage des élèves enquêtés, une question leur avait été adressée. La question était libérée ainsi : Quel est le niveau d'étude de votre chef de ménage? Aussi la majorité des chefs de ménages était des hommes comme la culture patriarcale qui caractérise notre société. Quatre modalités étaient présentées devant l'enquêté : Il y a des chefs de ménage sans aucun niveau d'étude, ceux de niveau d'étude primaire, ceux de niveau d'étude secondaire, et ceux de niveau d'étude universitaire.

Les résultats de notre étude montrent que les ménages avec un chef de ménage ayant un faible niveau d'étude enregistrent de la faible réussite et des faibles accès de leurs enfants à l'enseignement supérieur. Seulement 36 élèves ayant un chef de ménage de niveau primaire, ont réussi à l'examen et 9 élèves avec un chef de ménage sans niveau d'étude ont réussi.

Pour ce qui est de la relation entre la réussite à l'examen d'État des élèves ruraux et le niveau d'étude du chef de ménage, les résultats de notre recherche montre qu'ils ne sont pas indépendants. Il y a une relation entre le niveau d'étude du chef de ménage et la réussite à l'examen d'État de leurs enfants au seuil de 5%.

Tableau 8: La réussite à l'examen d'État des élèves et le niveau d'étude du chef de ménage

		Résultat à l'examen d'État	
		Échoué	réussi
Niveau d'étude du chef de ménage	Primaire	81	36
	Sans	39	9
	Secondaire	28	27
	Universitaire	8	0
Total		156	72

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

Tests du Khi-deux

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	15,190 ^a	3	,002
Rapport de vraisemblance	17,397	3	,001
Nombre d'observations valides	228		

L'analyse du khi-deux montre qu'il y a une relation entre le niveau d'étude du chef de ménage et l'obtention du diplôme d'État qui est la condition exigée pour fréquenter l'Enseignement supérieur selon le règlement. L'intensité de cette relation est mesurée par V de Cramer qui est de 0,258.

		Valeur	Signification approximée
Nominal par	Phi	,258	,002
Nominal	V de Cramer	,258	,002
Nombre d'observations valides		228	

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

b. Age des élèves en terminale et la réussite l'examen d'État

L'âge de ces élèves est réparti en 3 classes dont une catégorie de ceux qui ont entre 15 et 18 ans, une autre de 19ans et 22 ans et la 3^{ème} classe de ceux qui ont plus de 23 ans. Après avoir fait le dépouillement, nous avons constaté que la tranche d'âge comprise entre 19 ans et 22ans est la classe qui regorge la majorité des élèves en terminale dont sur 228 élèves enquêtés, 156 élèves ont cet âge compris entre 19 ans et 22 ans.

On va alors tester si ces élèves se sentent complexer avec leur âge à poursuivre l'Enseignement supérieur. Cela en testant la relation de dépendance entre ces tranches d'âge avec la réussite de ceux-là. Le tableau 10

Tableau 9: L'âge des élèves et la réussite

		Résultat à l'examen d'État		Total
		Échoué	Réussi	
Classe d'âge	15a 18ans	20	11	31
	19a 22ans	103	53	156
	23 ans et plus	33	8	41
Total		156	72	228

Source : Auteur

Test de khi-deux de Pearson

	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	3,396	2	,183
Rapport de vraisemblance	3,640	2	,162
Association linéaire par linéaire	2,442	1	,118
Nombre d'observations valides	228		

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

Après avoir calculé le test de Khi deux, nous avons remarqué que la liaison n'est pas statistiquement significative entre l'âge de ces jeunes élèves et la réussite à l'Exetat ou à la certification. Nous concluons qu'ils entretiennent une relation d'indépendance au seuil de 5%.

c. Durée de révision des élèves en terminale et la réussite à l'examen d'État

La durée de révision est toujours importante dans les activités quotidiennes d'un élève. Cela lui permet de bien assimiler la matière acquise en classe pour réussir aux épreuves. Si la durée est faible ou absente les résultats sont par conséquent médiocres. Selon les résultats de notre recherche en commune Gihanga dans les classes terminales du Post-fondamental, les élèves qui prennent 3h ou 4h de révision réussissent à 25% et 54,2% respectivement. Il est donc nécessaire pour ces élèves d'accorder un temps suffisant pour réussir et passer a l'enseignement supérieur. Le tableau 12 montre les résultats.

Tableau 10: La durée de révision des élèves en terminale et la réussite à l'Examen d'État

		Résultat à l'examen d'État		Total
		Échoué	Réussi	
Durée de révision	Moins d'une heure	7	0	7
	Une heure	43	6	49
	Deux heures	63	9	72
	Trois heures	31	18	49
	Quatre heures	12	39	51
Total		156	72	228

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	72,009	4	,000
Rapport de vraisemblance	73,609	4	,000
Association linéaire par linéaire	60,240	1	,000
Nombre d'observations valides	228		

		Valeur	Signification approximée
Nominal par Nominal	Phi	,562	,000
	V de Cramer	,562	,000
Nombre d'observations valides		228	

Les résultats du test de khi carré ont montré que ces deux variables entretiennent de relation de dépendance significative au seuil de 5%. Ainsi, plus la durée de révision est importante, plus la réussite est importante chez les jeunes ruraux dans les classes terminales afin d'obtenir la possibilité de continuer l'enseignement supérieur. L'intensité de cette relation est mesurée par V de Cramer qui de 0,562.

IV.2.2. Réussite des élèves selon les conditions socio-économiques de leur ménage

Les caractéristiques socioéconomiques qui ont attiré notre attention pour notre recherche sont : l'activité professionnelle du chef de ménage, le revenu des ménages, et les activités socioéconomiques des aînés des élèves enquêtés, qui ont terminé l'enseignement supérieur.

a. Réussite à l'Examen d'État et l'activité professionnelle du chef de ménage

Les principales activités professionnelles des chefs de ménage comme nous l'avons montré ci haut sont constitués par des activités des secteurs primaire dont l'agriculture, l'élevage et quelques petits métiers dont les petits commerces. Le tableau 12 nous montre les relations de ces activités professionnelles sur les réussites de leurs enfants pour aller à l'Université. Ainsi la plupart de ces élèves enquêtés nous ont informés que leurs parents sont cultivateurs mais aussi comme ils sont nombreux, même ceux qui réussissent sont aussi dans cette catégorie, peu d'élèves qu'ils soient.

Tableau 11: Activités professionnelles du chef de ménage et la réussite de leurs enfants

		Résultat à l'examen d'État		Total
		Échoué	réussi	
Activité professionnelle du chef de ménage	Autres	11	3	14
	Commerçant	15	11	26
	Cultivateur	118	52	170
	Fonctionnaire	12	6	18
Total		156	72	228

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	2,156	3	,541
Rapport de vraisemblance	2,137	3	,544
Nombre d'observations valides	228		

Les résultats de ce test ont montré que ces deux variables n'entretiennent pas de relation de dépendance significative au seuil de 5%. Ainsi, nous concluons qu'ils entretiennent une relation d'indépendance.

b. Réussite à l'examen d'État des élèves selon le revenu du ménage

On a aussi analysé s'il y a une relation entre le revenu des ménages de ces élèves et la réussite à l'examen d'État pour continuer avec l'Enseignement supérieur. La proportion élevée des

ménages pauvres est dû à certains facteurs tels que la prépondérance des activités professionnelles liées à l'agriculture car la majorité des ménages vivent de l'agriculture traditionnelle avec de maigre production.

Tableau 12: La réussite à l'examen d'État des élèves selon le revenu du ménage

		Résultat à l'examen d'État		Total
		Échoué	Réussi	
Revenu des ménages	Moyen	43	17	60
	Pauvre	110	55	165
	Riche	3	0	3
Total		156	72	228

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	1,912	2	,384
Rapport de vraisemblance	2,808	2	,246
Nombre d'observations valides	228		

Cependant, le khi-deux calculé pour tester statistiquement la relation entre le revenu des ménages et la réussite des jeunes élèves à l'examen d'État, au seuil de 5%, ont montré qu'il n'existe pas de relation de dépendance entre les deux variables compte tenu des niveau de vie de ces ménages

c. Réussite à l'examen d'État des élèves selon les activités des aînés diplômés universitaires.

Les jeunes lauréats de l'Université rencontrent des difficultés de trouver un emploi après leurs cursus. Leurs frères ou leurs sœurs se sentent découragés dans leurs études secondaires et n'éprouvent aucune envie de se préparer pour l'enseignement supérieur. Dans ce cas, la réussite au Test national, devient faible malgré le nombre important des élèves en terminale.

Tableau 13: La réussite à l'examen d'État des élèves selon les activités des aînés diplômés

		Résultat à l'examen d'État		Total
		Échoué	réussi	
Activités des aînés diplômés d'Université	Sans emploi	60	17	77
	Un emploi	17	6	23
	Un petit métier	79	49	128
Total		156	72	228

Source : Auteur à partir des données recueillies sur terrain

Ce tableau illustre les réussites à l'examen d'État avec les différentes activités. Les élèves qui n'ont pas d'un exemple à suivre accumulent des faibles réussites.

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	6,199	2	,045
Rapport de vraisemblance	6,340	2	,042
Nombre d'observations valides	228		

Nous avons procédé au calcul de Khi deux pour tester statistiquement cette relation entre ces deux variables et on a constaté qu'il y a une relation de dépendance au seuil de 5%. Cette relation existe avec une intensité mesurée par Vde cramer qui est de 0,045.

		Valeur	Signification approximée
Nominal	par Phi	,165	,045
Nominal	V de Cramer	,165	,045
Nombre d'observations valides		228	

IV.3. Intensité et hiérarchisation des variables

Dans cette partie, il est question de procéder à la hiérarchisation des facteurs identifiés, influençant significativement la faible fréquentation à l'enseignement supérieur des jeunes ruraux en commune Gihanga.

Méthodologiquement, la hiérarchisation passe par le classement des variables à partir de leur intensité à l'explication du phénomène étudié. Pour notre étude, nous nous sommes servis du test du Khi-deux pour monter l'existence de la relation entre les variables. Ainsi les différentes variables n'ont pas la même intensité d'influence.

Il est donc nécessaire de hiérarchiser les différentes valeurs à l'aide de la mesure symétrique de V de cramer. Le V de Cramer est une statistique utilisée pour mesurer la force de

l'association entre deux variables nominales ou catégorielle, et il prend des valeurs de 0 à 1. Les valeurs proches de 0 indiquent une association faible entre les variables et les valeurs proches de 1 indiquent une forte association entre les variables.

Plus la valeur de V de Cramer est proche de 1, plus les deux variables entretiennent de forte relation, et elle est proche de 0, plus la relation entre les variables est faible.

Dans le cas de notre étude, les variables dont le test de Khi deux a révélé une relation de dépendance, la hiérarchisation de la valeur de V de Cramer nous permettra de dégager les variables indépendantes les plus fortes sur la variable dépendante. La première variable avec la plus forte liaison est la variable durée de révision avec une valeur de 0,562. La deuxième est le niveau d'étude du chef de ménage avec une valeur de 0,258. La troisième variable est activités socioéconomiques des aînés diplômés des universités avec V de Cramer de 0,165. Les autres variables indépendantes n'ont pas montré une relation de dépendance au seuil de 5%.

Tableau 14: Hiérarchisation des variables selon leur pouvoir explicatif

N°	Variables indépendantes	Intensité de la liaison (V de Cramer)	P value
1	Durée de révision	0,562	0,00
1	Niveau d'étude du chef de ménage	0,258	0,02
4	Activités des aînés diplômés ?	0,165	0,045

Source : Auteur à partir des résultats obtenus

IV.4. Discussion des résultats

L'objectif général de cette étude est de déterminer les facteurs explicatifs de la non-fréquentation des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur en commune Gihanga. Spécifiquement d'identifier les facteurs sociodémographiques et socioéconomiques susceptibles d'influencer cette faible fréquentation des jeunes ruraux en commune Gihanga.

Pour bien mener notre travail de recherche nous supposons que la non-fréquentation à l'enseignement supérieur des jeunes ruraux en commune Gihanga est influencée par des facteurs sociodémographiques et socioéconomiques dans leur ménage. Il s'agit surtout des caractéristiques de leur ménage en général et de l'environnement économique de ces jeunes ruraux.

Les résultats montrent que les facteurs tels que le niveau d'étude des chefs de ménages, le temps consacré à la révision, les activités économiques exercées par leurs aînés après le cursus supérieur sont les trois variables déterminants la fréquentation de l'enseignement supérieur.

1. Influence du niveau d'étude des chefs de ménage

Le niveau d'étude du chef de ménage s'est révélé d'une relation significative sur la fréquentation scolaire des enfants et par conséquent sur la poursuite de l'enseignement supérieur. Selon Marcoux (1994), Clevenot *et al.* (1996), Lloyd *et al.* (1996), Lloyd *et al.* (1999), Pilon et Yaro (2001), dans leur étude réalisée, ils ont conclu cette relation. Cette conclusion converge avec les résultats de notre recherche dans la commune Gihanga où les ménages avec un chef de ménage avec un faible niveau d'instruction, leurs enfants ne font pas de longues études jusqu'à l'enseignement supérieur. Avec ces résultats obtenus, on constate que les parents à faible niveau d'étude n'encouragent pas leurs enfants dans leurs études afin de d'augmenter leur niveau de compétences.

2. Influence du temps consacré à la révision

Les différentes activités ménagères sont aussi un des autres handicaps de faible réussite selon les résultats de notre recherche. Guiry (2019) dans son étude réalisée en Côte d'Ivoire, il a conclu que le milieu familial exerce une influence significative sur la survie scolaire des élèves, en effet, l'enfant passe la majeure partie de son temps en famille que ce soit avant ou après l'école. La famille occupe une place importante dans le développement intellectuel de l'enfant. D'abord les travaux domestiques souvent contraignants empêchent les enfants de réviser les matières. Pour notre recherche on a constaté que la durée de révision des élèves chez soi est insuffisante et ce qui défavorise la réussite en classe et l'obtention de diplômes, et par conséquent le droit de poursuivre l'enseignement supérieur sans avoir obtenu leurs diplômes de fin d'étude secondaire. Cela se justifie par le fait que les fortes réussites ont été enregistrées dans les établissements à régime d'internat où les élèves n'ont d'autres tâches à faire que d'étudier. Les résultats obtenus confirment notre hypothèse.

3. Influence des activités économiques exercées par leurs aînés après leurs cursus universitaires

Les résultats de notre recherche montrent également que les différentes activités exercées par les jeunes lauréats de l'enseignement ont une influence négative sur leurs jeunes frères pour la poursuite des études après le secondaire. Un chômage important chez les jeunes a une

influence négative pour motiver les jeunes à poursuivre des études. C'est un problème qui persiste chez les jeunes ruraux.

Le monde rural burundais offre de faibles opportunités entrepreneuriales pour ces jeunes ruraux et optent des études de courtes durées bien que les études universitaires coutent chers avec les faibles revenus des familles. Aussi le chômage des diplômés est donc une raison de la réticence des parents à s'engager pour la scolarisation des plus jeunes (Pilon, 1995). Les activités que ces jeunes lauréats exercent, entretiennent une relation significative au seuil de 5%.

En général le chômage généralisé crée des mécontentements chez les jeunes ambitieux pour le travail et qui devrait être un bon avenir pour notre pays.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif principal de notre étude était d'étudier les facteurs qui sont à la base de la faible participation des jeunes ruraux à l'Enseignement supérieur en commune Gihanga et plus spécifiquement, d'identifier les facteurs sociodémographiques et socio-économiques susceptibles d'influencer cette faible participation des jeunes ruraux à l'Enseignement supérieur.

Pour atteindre cet objectif, une analyse approfondie a été réalisée auprès de ces jeunes ruraux des classes terminales pour le cycle post-fondamental en commune Gihanga. Un questionnaire a été adressé à un échantillon de 228 élèves.

Ce questionnaire a été complété. Après la saisie de données, une analyse descriptive bivariée a été réalisée pour tester la validité de nos hypothèses avec le calcul de Khi carré de Pearson afin d'analyser la relation entre les variables, et de V de Cramer pour le test de l'intensité de relation entre ces variables testées.

Le test de Khi carré de Pearson utilisé a montré que les variables telles le niveau d'étude des chefs de ménages, les activités économiques de leurs aînés après le cursus universitaire, exercent une relation significative sur la réussite à l'examen d'État pour pouvoir accéder à l'enseignement supérieur. Également la variable durée de révision exerce une relation significative sur la certification en classe pour avoir accès à l'examen d'État. Tous ces variables sont testées au seuil de 5%. D'autres variables telles l'âge des élèves en terminale, le revenu du chef de ménage, les activités professionnelles des chefs de ménage, la taille des ménages ne le sont pas aussi au seuil de 5%. Ainsi nous affirmons que:

- ❖ Le niveau d'étude du chef ménage influence sur la faible fréquentation des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur en commune Gihanga. Les résultats montrent que les élèves la catégorie ou la proportion élevée en réussite à l'Exétat est ceux avec un niveau d'étude primaire avec 51,3% n'est que par le fait que dans notre échantillon il n'y a qu'une faible proportion de ceux qui ont un parent de haute étude à 3,5%.
- ❖ La durée de révision a aussi une influence sur la réussite à l'Exétat après la certification en classe. En effet si les élèves ne réussissent en classe, ils ne sont pas certifiés et ils n'ont pas le droit de passer l'examen d'Etat et n'ont pas le droit de poursuivre l'enseignement supérieur. Les élèves qui prennent une durée de plus de trois heures et plus pour révision réussissent à 79,2% et ceux qui prennent moins de trois heures réussissent à 20,8%.

❖ L'activité économique de leurs aînés qui ont terminés le cursus universitaire influence la faible poursuite de l'enseignement supérieur.

Les élèves dont leurs aînés n'ont pas de travail réussissent à 23,6% tandis que les élèves qui ont leurs aînés avec un petit métier réussissent à 68,05%. Dans ce cas lorsque le chômage est important, cela influence négativement sur les jeunes encore sur le banc de l'école.

Malgré ces résultats auxquels nous sommes parvenus, notre recherche souffre de quelques limites qu'il est important de souligner :

- ▶ La première et la plus importante limite est l'insuffisance du temps et de moyens financiers pour étayer tous les facteurs qui sont à la base de cette faible fréquentation des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur en commune Gihanga, causant ainsi la poursuite de cette recherche jusqu'à l'analyse explicative multivariée. Cette dernière permettrait de prendre en compte simultanément toutes les variables indépendantes et de mieux déterminer l'influence de chaque variable indépendante sur la fréquentation de l'enseignement supérieur des jeunes ruraux en commune Gihanga.
- ▶ La seconde contrainte consiste à la fiabilité des données relatives aux réponses émises par les élèves répondant car il y'avait ceux qui répondait avec exactitude pour répondre aux questions.

Malgré ces limites, le pas franchi nécessite d'autres études complémentaires, qualitatives ou quantitatives, qui vérifieraient de façon approfondie les facteurs évoqués dans cette étude. D'autres chercheurs pourraient étayer d'autres facteurs non familiaux comme le rôle joué par les niveaux de connaissance des enseignants avec les matières enseignées. Aussi, la situation technique des écoles comme la disponibilité du matériel didactique suffisant ainsi que des équipements suffisants pour affronter les avancées technologiques du monde d'aujourd'hui lors des apprentissages.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Ouvrages généraux

1. AGHION, P., & Zilibotti, F. (2002). *Distance to frontier, selection, and economic growth. NBER Working Paper.*
2. ALABI, F. A., (2010). *Femmes, travail et pratiques éducatives au Togo.*
3. BECKER, G. S & Tomes, N. (1986)., *Human Capital and the Rise and Fall of Families, Journal of Labor Economics*, 4(3, Part 2), S1-S39.
4. BOWEN, W.G., (1964). *Estimation de l'apport économique de l'éducation-Appréciation de diverses méthodes d'investigation, OCDE, Aspects économiques de l'Enseignement Supérieur, Paris.*
5. CLEVENOT, D., & Pilon, M. (1996), «*Femmes et scolarisation des enfants*» *Cahiers des sciences humaines*, (1), p.24.
6. CHERNICHOVSKY, D. (1985). *Socioeconomic and Demographic Aspects of School Enrollment and Attendance in Rural Botswana», Economic Development and Cultural Change*, p.319-332.
7. DAVID B, et alii. (2007). *L'Enseignement supérieur et le développement économique en Afrique*, Harvard University, 106 P.
8. DIERENDONCK, C. (2010). *Convergences et divergences entre parents et enfants en tant que sources d'information sur la famille. Mesure et évaluation en éducation*, Paris, 102P
9. DIERENDONCK. C et Poncelet, (2010) *Mesure et évaluation en éducation*, Paris vol. 3. 98P
10. DE VREYER . P., (1993). *Une analyse économétrique de la demande d'éducation en Côte d'Ivoire, Revue d'économie du développement*, vol. 3, pp. 51-79.
11. GARY. S. B, (1964). *Théories du capital humain*, 112 P.
12. GENDREAU. F, (1993). *La Population de l'Afrique. Manuel de démographie*, KARTHALA, CEPED. 463 pages
13. GIRET, J.F. (2011). *De l'enseignement supérieur de masse à l'économie de la connaissance : la valeur des diplômes en question. Economies et finances.* Université de Bourgogne, 187P
14. GLEIZES, J. (2000), «*Le capital humain*», *Multitudes*, n° 2, p.111-112.

15. GLICK, P et Miller, (1956). *Educational level and potential income*, *American sociological review*, vol xxi, Juin, P 307-312
16. HANUSHEK, E.A. (2010). *Developing a Skills-Based Agenda for 'New Human Capital' Research*. NSF.
17. KANT, E., (1803) *Les réflexions sur l'éducation*, Berlin, 146 P
18. KOBIANE, J. F. (1999), *Pauvreté, structures familiales et stratégies éducatives à Ouagadougou, Stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques*, p.21.
19. LACHAUD, J. P. (1997). *Pauvreté, dimension des ménages et genre au Burkina Faso*. Centre d'économie du développement ; Paris.
20. LACHAUD, J. P. (2000) *Pauvreté et choix méthodologique: le cas de la Mauritanie*. Document de travail, Paris.
21. Lê Thành Khôi, (1967). *Le rendement de l'éducation*, les éditions de minuit, Paris 6, 1967
22. LLOYD, C. & GAGE, B., (1994). *High Fertility and Children's Schooling in Ghana: Sex Differences in Parental Contributions and Educational Outcomes*, *Population Studies*, vol. 48, pp. 293-306.
23. LLOYD, C. B. & A. K. B, (1996). *Children's schooling in Sub-Sahara Africa: The role of fathers, Mothers, and others*, *Population and development review*, vol. 22, n° 2, p. 265-298.
24. MALTHUS, R. (1798). *Essai sur le principe de population*, Paris.
25. MARCOUX R. (1994), *Le travail ou l'école : l'activité des enfants et les caractéristiques des ménages en milieu urbain au Mali*, *Etudes et travaux du CERPOD*, n°2, Bamako, 200 p.
26. MARCOUX, R. (1995), *Fréquentation scolaire et structure démographique des ménages en milieu urbain au Mali*, *Département de démographie*, Université de Montreal.
27. MBA OYONO R. P., *Les déterminants familiaux de la scolarisation des enfants de 6 – 14 ans au Gabon*, Yaoundé, 2009
28. MILLER H.P.; *le rendement de l'éducation*, Paris, 1967.
29. MINGAT, A., *Familly, cout d'éducation et pratiques socioculturelles*. IREDU, 1980

30. OCDE, (1998). *Investissement dans le capital humain. Une comparaison internationale*, les éditions de Paris.
31. PETER .V. T, (2002). *Politique et gestion de l'enseignement supérieur*. 89P
32. PILON. M., (1995). *Les déterminants de la scolarisation des enfants de 6 à 14 ans au Togo en 1981 : apports et limites des données censitaires*, *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, ORSTOM, Vol.31, no3, pp.697-718.
33. PILON. M. et YARO. (2001). *La demande d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, *Réseaux thématiques de recherche de l'UEPA*, 227pages
34. PILON, M., & Yaro, Y, (2003). *La demande d'éducation en Afrique : Etat des connaissances et perspectives de recherche*, *Union for African Population Studies*.
35. PILON M., (2006). *Défis du développement en Afrique subsaharienne 'éducation en jeu*, Paris, 252p
36. SAUVY A., (1964). *Investissement intellectuel et développement*, in *cahier laïque du cercle Parisien de ligue française de l'Enseignement* 1979-1980..
37. SEKIMONYO M. et Mabika C. (1999). *Les déterminants de la scolarisation en république démocratique du Congo : étude basée sur quelques quartiers de Kinshasa*
38. SLOVIN E., *Techniques d'échantillonnage de formule de Slovins*
39. SMITH. A, (1776). *Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations*.
40. THEODORE S.W; (1963). *The economic value of education*, N.Y.,Columbia UP, 203P
41. WAKAM, J. (2002), «*Relations de genre, structures démographiques des ménages et scolarisation des jeunes au Cameroun*», *Cah. Sci. Hum*, (1), p.110-156.
42. WAKAM. J. (2002), «*relation de genre, structure démographique des ménages et scolarisation des jeunes au Cameroun*» in *African Population Studies* vol.17, n°2, p.122.

II. Rapports

1. BUREAU CENTRAL DE RECENSEMENT, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi 2008, ALPHABETISATION, INSTRUCTION ET SCOLARISATION*, Vol.3 : ANALYSE, Tome 8, Bujumbura, Avril 2011.
2. BUREAU CENTRAL DE RECENSEMENT, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi 2008, NATALITE ET FECONDITE*, Vol.3 : ANALYSE, Tome 8 Bujumbura, Avril 2011.
3. BUREAU CENTRAL DE RECENSEMENT, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi 2008, ALPHABET ISATION, INSTRUCTION ET SCOLARISATION*, Vol.3 : ANALYSE, Tome 8, Bujumbura, Avril 2011
4. BUREAU DES EVALUATIONS DU SYSTEME EDUCATIF, *Rapport de l'Examen d'Etat* Edition 2020.76 P
5. DCE Gihanga, *Rapport des fiches des domaines spécifiques: éducation* 45 P
6. ISTEEBU, *Enquête Démographique et de Santé au Burundi 2016-2017 : Rapport de synthèse*. Bujumbura, 2017, Santé; 24 P
7. NIYONGABO J, *Etude sur la Problématique de l'Education au Burundi*, Mars 2005.41 P41
8. PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU BURUNDI PND BURUNDI 2018-2027, *Rapport final*, Juin, 2018 ; 149 P
9. UNESCO, *L'éducation un trésor est caché dedans, Rapport de la commission internationale sur l'éducation pour le XXIème siècle*, Paris, édition ODILE Jacob, Mars, 1996. 85 P

III. Mémoires

1. MUDANDAZA, C, *Les tendances du développement humain confrontées aux exigences du développement humain (1980-1998)*, BUJUMBURA, UB., FSEA, 1999.
2. NIBIGIRA, C., *Pourquoi investir dans l'éducation et les effets de cette dernière sur le fonctionnement socioéconomique d'un pays : cas du Burundi*, Bujumbura, U.B., FSEA, 2005.
3. NIHORIMBERE, A., *Education, croissance économique et corruption au Burundi 1980-2012*), Bujumbura, UB, FSEA, 2015. 89 P
4. NIZIGIYIMANA, T., *Croissance démographique et son impact sur l'investissement en capital humain au Burundi*, UB, FSEA., 1993.

IV. Webographie

1. <https://www.google-le-role-crucial-de-l-education-dans-le-developpement-economique>
2. <https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=Les+theories+sur+le+capital+humain>
3. <https://www.google.com/search?client=firefoxd&q=L%27enseignement+superieur+et+la+croissance+economique>

ANNEXES

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Numéro du questionnaire : // // // A ne pas compléter

N.B. - Cochez dans la case devant la bonne réponse.

- une seule réponse suffit pour chaque question

A. IDENTIFICATION

Nom et Prénom de l'enquêté :

Sexe : Masculin Féminin

Age...

Q.1 .Commune:

Q.2. Zone: Gihanga Buringa

Q.3. Colline: Buramata Buringa V2 V3 V4 V5 V6

Rumotomoto Rugunga Gihungwe Gihanga Ailleurs

B. CONDITIONS DE VIE DANS LES MÉNAGES DES ELEVES

Q.4. Nom du chef de ménage de l'enquêté :

Q.5. Sexe du chef de ménage : Homme Femme

Q.6. État civil du chef de ménage :

a. Marié (e) b. veuf (ve) c. divorcé(e) d. célibataire e. séparé

Q. 7. Ménage Niveau d'étude du chef de:

a. Sans b. Primaire c. secondaire d. Universitaire

Q.8. est l'activité professionnelle du chef Quel de ménage?

a. cultivateur b Commerç c Fonctionn d. Autres (Préciser).....

Q. 9. Quel est le revenu de votre ménage?

a. Moins de 20.000 b. 20.000 c. 50.000 d. 100.000 e. Plus de 100.000

Q.10. Comment estimez-vous votre ménage?

a. Riche b. Moyen c. Pauvre

C. QUESTION SUR LA DETERMINATION DES CONDITIONS DE VIE DES ELEVES DANS LEURS SCOLARITÉ

Q. 11. Qui s'occupe de ta scolarité?

- a. Mes parents b. Moi-même c. Une parenté

Q.12. Si b, ou trouvez-vous les moyens?

- a. Agriculture b. Commerce c. Élevage d. Autres(Preciser).....

Q.13. Trouvez-vous du temps pour la révision? Oui Non

Q.14. Combien de temps prenez- vous pour la révision

- 1h 2h 3h 4h

Q 15. Combien ont terminé le post-fondamental parmi tes frères et sœurs

- a. 1. b. 2. c. 3. d. 4. e. Plus f. Aucun

Q.16. Combien ont-ils poursuivi les études universitaires

- a. 1. b. 2 c. 3 d. Plus e. Aucun

Q.17. Si e, pourquoi n'ont-ils pas continué l'enseignement universitaire?

- a. Manque de moyen b. Pas d'envie c. Autres raisons Préciser

18. De quoi s'occupent ceux qui ont terminé leurs études universitaires

- a. Un emploi b. Sans emploi Petits métiers (preciser)

Q.18. Réjouissez- vous de la situation socio-économique de vos aînés qui ont terminé leurs études universitaires?

- a. Satisfaisant b. Insatisfaisant

Q.19. De quelles activités s'occupent ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études universitaires?

- a. Agricultures b. Commerce c. élevage d. Autres (preciser)

Q.20. Comment comptez- vous continuer votre vie après le post-fondamental?

- a. Arrêter les études et chercher du travail
b. Poursuivre les études universitaires
c. Le mariage